

RAPPORT

**Bangkok
(Thaïlande)
26-31 Mars
2009**

Vingt-neuvième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique



États de la région Asie membres de la FAO

Afghanistan	Japon	Philippines
Bangladesh	Kazakhstan	République de Corée
Bhoutan	Malaisie	République démocratique populaire lao
Cambodge	Maldives	République populaire démocratique de Corée
China	Mongolie	Sri Lanka
Inde	Myanmar	Thaïlande
Indonésie	Népal	Timor-Leste
Iran, République islamique d'	Ouzbékistan	Viet Nam
	Pakistan	

États de la région Pacifique Sud-Ouest membres de la FAO

Australie	Îles Salomon	Palaos
États-Unis d'Amérique	Kiribati	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Fidji	Micronésie (États fédérés de)	Samoa
France	Nauru	Tonga
Îles Cook	Nioué	Tuvalu
Îles Marshall	Nouvelle-Zélande	Vanuatu

Date et lieu des Conférences régionales de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Première	- Bangalore (Inde), 27 juillet – 5 août 1953
Deuxième	- Kandy (Ceylan), 20-25 juin 1955
Troisième	- Bandung (Indonésie), 8-18 octobre 1956
Quatrième	- Tokyo (Japon), 6-16 octobre 1958
Cinquième	- Saïgon (République du Viet Nam), 21-30 novembre 1960
Sixième	- Kuala Lumpur (Malaisie), 15-29 septembre 1962
Septième	- Manille (Philippines), 7-21 novembre 1964
Huitième	- Séoul (République de Corée), 15-24 septembre 1966
Neuvième	- Bangkok (Thaïlande), 4-15 novembre 1968
Dixième	- Canberra (Australie), 27 août – 8 septembre 1970
Onzième	- New Delhi (Inde), 17-27 octobre 1972
Douzième	- Tokyo (Japon), 17-27 septembre 1974
Treizième	- Manille (Philippines), 5-13 août 1976
Quatorzième	- Kuala Lumpur (Malaisie), 25 juillet – 3 août 1978
Quinzième	- New Delhi (Inde), 5-13 mars 1980
Seizième	- Djakarta (Indonésie), 1-11 juin 1982
Dix-septième	- Islamabad (Pakistan), 24 avril – 3 mai 1984
Dix-huitième	- Rome (Italie), 8-17 juillet 1986
Dix-neuvième	- Bangkok (Thaïlande), 11-15 juillet 1988
Vingtième	- Beijing (Chine), 23-27 avril 1990
Vingt et unième	- New Delhi (Inde), 10-14 février 1992
Vingt-deuxième	- Manille (Philippines), 3-7 octobre 1994
Vingt-troisième	- Apia (Samoa occidentale), 14-18 mai 1996
Vingt-quatrième	- Yangon (Myanmar), 20-24 avril 1998
Vingt-cinquième	- Yokohama (Japon), 28 août-1 septembre 2000
Vingt-sixième	- Katmandou (Népal), 13-15 mai 2002
Vingt-septième	- Beijing (Chine), 17-21 mai 2004
Vingt-huitième	- Jakarta (Indonésie), 15-19 mai 2006
Vingt-neuvième	- Bangkok, Thaïlande, 26-31 mars 2009

RAPPORT

Bangkok
Thailand
26-31 March
2009

Vingt-neuvième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et
l'agriculture

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS.....	i-viii
	Paragraphes
I. INTRODUCTION	
Organisation de la Conférence.....	1-2
Cérémonies d'ouverture.....	3-11
Élection des Présidents, Vice-Présidents et Rapporteurs.....	12-13
Adoption de l'ordre du jour et du calendrier.....	14
Déclaration du Directeur général.....	15-18
Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO.....	19-20
II. SEGMENT MINISTÉRIEL DE LA CONFÉRENCE.....	21
Nouvelles questions et priorités relatives à la sécurité alimentaire et au développement agricole dans la région.....	22-38
Situations d'urgence à l'échelle mondiale et régionale: maladies animales transfrontières dans la région et facteurs de déclenchement liés à l'environnement.....	39-45
Table ronde sur la ruée vers les bioénergies: perspectives et risques pour la sécurité alimentaire, l'environnement et le développement rural.....	46
III. POLITIQUES, STRATÉGIES ET OPTIONS TECHNIQUES POUR FAIRE FACE À LA PÉNURIE D'EAU.....	47-62
IV. POUR UN SECTEUR AGROALIMENTAIRE ET AGRO-INDUSTRIEL COMPÉTITIF DANS LE CONTEXTE DE LA MONDIALISATION ET DE LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES.....	63-73
V. PROGRAMME AIDE POUR LE COMMERCE ET RÔLE DE LA FAO.....	74-78
VI. SITUATION RÉGIONALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE.....	79-87
VII. RECOMMANDATIONS ET ACTIVITÉS DES COMMISSIONS RÉGIONALES.....	88-92
VIII. SÉCURITÉ SANITAIRE ET COMMERCE DES DENRÉES ALIMENTAIRES DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE.....	93-100
IX. QUESTIONS DIVERSES.....	101-109
X. CONCLUSIONS	
Points de l'ordre du jour devant être examinés par la conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique à sa trentième session.....	110-112
Date et lieu de la trentième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique.....	113
Adoption du rapport.....	114
Clôture de la Conférence.....	115-116
	Pages

APPENDICES

A.	Ordre du jour.....	17
B.	Liste des participants et observateurs.....	19
C.	Liste des documents.....	44
D.	Allocution d'ouverture de M. Abhisit Vejjajiva, Premier ministre du Royaume de Thaïlande.....	45
E.	Allocution du Directeur général.....	48
F.	Note relative à la Table ronde sur la ruée vers l'or vert: Enjeux pour la sécurité alimentaire, l'environnement et le développement rural.....	52

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Segment ministériel de la Conférence

Nouvelles questions et priorités relatives à la sécurité alimentaire et au développement agricole dans la région

À l'attention des gouvernements et de la FAO

La Conférence:

1. *a encouragé* les pays membres à mettre en place des systèmes d'alerte précoce pour une intervention rapide en cas de catastrophes et de situations d'urgence et *a demandé* à la FAO d'appuyer le développement de ces systèmes d'alerte précoce et de continuer à aider les pays pour la planification des interventions en cas de catastrophes, les secours d'urgence et le relèvement et la réhabilitation à long terme après les catastrophes, selon les cas.
2. *a encouragé* à intensifier la coopération régionale pour faire face aux maladies animales transfrontières et *a invité* la FAO à faciliter la coopération et l'établissement de réseaux à l'échelle régionale, à s'employer à harmoniser la législation, les réglementations et les mesures de contrôle et à renforcer les efforts de biosécurité et autres destinés à enrayer la diffusion des maladies et la propagation des espèces envahissantes.
3. *a demandé instamment* aux gouvernements et aux organisations internationales de rechercher des mécanismes aptes à réduire l'instabilité et l'imprévisibilité des prix des produits alimentaires et agricoles et *a encouragé* les États Membres et les organisations internationales, et notamment la FAO, à envisager la mise en place de réserves alimentaires régionales et mondiales en prévision de perturbations futures.
4. *a encouragé* une collaboration plus étroite dans le cadre de la coopération Sud-Sud et *a demandé instamment* à la FAO de renforcer la collaboration avec les organisations régionales concernées. La Conférence *a en outre demandé instamment* aux États Membres de faciliter et d'appuyer un partenariat effectif entre les opérateurs s'occupant du développement aux niveaux local, national, sous-régional et régional afin d'accélérer les progrès faits en matière de réalisation des objectifs de sécurité alimentaire.

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

1. *a recommandé* aux pays membres d'aider les petits agriculteurs en précisant le régime foncier et les conditions d'accès aux ressources, en facilitant l'accès au marché et en fournissant des services d'appui tels que formation, vulgarisation, crédit et infrastructure rurale.
2. *a instamment invité* les pays membres à appliquer des méthodes de pêche responsable et à collaborer à la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.
3. *a demandé instamment* aux pays développés d'honorer les engagements qu'ils avaient pris afin d'accroître l'aide au développement dans le secteur de l'agriculture dans les délais prévus, malgré les difficultés dues à l'actuel ralentissement économique.

À l'attention de la FAO

La Conférence:

1. *a demandé* à la FAO d'aider les pays membres à formuler et mettre en œuvre des stratégies pratiques d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, y compris la promotion et l'échange d'informations sur les méthodes agricoles appropriées, les calendriers participatifs de semis et la recherche-développement sur les variétés de culture résistant à la salinité, à la sécheresse ou aux inondations, qui s'avéreront nécessaires pour répondre au changement climatique prévu.
2. *a instamment invité* la FAO à continuer à fournir un appui aux pays membres pour appliquer effectivement des méthodes de gestion durable des forêts, y compris les mesures liées à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets.
3. *a demandé* à la FAO d'aider à promouvoir des systèmes pratiques d'assurance des récoltes et des dispositifs de protection sociale, visant en particulier les petits agriculteurs.
4. *a instamment invité* la FAO à continuer à évaluer les opportunités et les risques liés au développement des bioénergies et à fournir aux pays membres des informations rationnelles et équilibrées, des avis sur les politiques et un appui technique.
5. *a invité* la FAO à appuyer le développement de cadres réglementaires et de politiques de gestion des pêches, à fournir une assistance technique pour assurer la traçabilité, de plus en plus exigée sur les marchés internationaux, et à appuyer le développement durable de l'aquaculture.
6. *a engagé* la FAO à renforcer le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique afin de le doter des ressources nécessaires pour répondre aux besoins de la région au moment voulu et plus efficacement.
7. *a demandé instamment* à la FAO de rationaliser encore et de déléguer les pouvoirs de prise de décisions et de gestion au Bureau régional et de renforcer encore le Bureau sous-régional pour le Pacifique.
8. *a demandé* à la FAO de présenter un cadre régional de priorités en vue de son examen à la prochaine Conférence régionale et un rapport sur la restructuration et le renforcement du Bureau régional visant à répondre à ces priorités.
9. *a recommandé* un renforcement des liens entre les Commissions techniques régionales et la Conférence régionale.

Situations d'urgence à l'échelle mondiale et régionale: maladies animales transfrontières dans la région et facteurs de déclenchement liés à l'environnement

À l'attention des gouvernements et de la FAO

La Conférence:

1. *a demandé* à la FAO de faciliter les efforts régionaux qui permettraient d'harmoniser les politiques et stratégies, d'établir une législation commune sur les contrôles aux frontières, de renforcer les services vétérinaires et d'élaborer des plans régionaux d'intervention d'urgence en cas de foyer de maladie.
2. *a demandé* à la FAO d'aider les États Membres à élaborer des plans de surveillance pour l'alerte rapide et la réponse aux foyers de maladie, le renforcement des capacités liées à l'épidémiologie et à la recherche économique et d'étudier la factibilité technique de la mise en place d'un plus grand nombre de laboratoires de référence régionaux conformes aux normes internationales.

3. *a demandé* à la FAO de procéder à la mise en place d'unités de soutien régionales relevant du Cadre mondial pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontières qui consisteraient en centres de laboratoires de référence et d'épidémiologie de nature à aider les pays, en particulier lors des situations d'urgence dues à des maladies.

À l'attention de la FAO

La Conférence:

1. *a demandé instamment* à la FAO de mener de nouvelles études multidisciplinaires afin d'appréhender tous les aspects de la présence et de la propagation des maladies d'apparition récente.

Politiques, stratégies et options techniques pour faire face à la pénurie d'eau

À l'attention des gouvernements et de la FAO

La Conférence:

1. *a demandé* à la FAO d'aider les États Membres à mettre en place des cadres politiques et stratégiques intégrés pour faire face à la pénurie d'eau.

2. *a encouragé* les États Membres à faciliter les investissements dans les systèmes d'irrigation en renforçant la capacité à tous les niveaux et en adoptant des systèmes de repères pour suivre les effets des réformes politiques et des améliorations apportées au secteur de l'irrigation. La Conférence *a demandé* à la FAO de perfectionner son programme régional de modernisation de l'irrigation pour appuyer ces efforts.

3. *a demandé* à la FAO d'aider les États Membres à promouvoir l'agriculture de conservation, la gestion intégrée des ravageurs, la nutrition intégrée des plantes, la gestion durable des forêts, des pratiques optimales en matière de production animale et une transformation et des procédés de commercialisation plus efficaces, la mise en place d'installations de traitement de l'eau pour des complexes industriels et commerciaux et d'autres mesures de conservation et de protection des ressources hydriques et de la qualité de l'eau, notamment afin de protéger les pêches continentales, les ressources aquatiques et l'aquaculture.

4. *a demandé* à la FAO, en collaboration avec d'autres organisations compétentes, de continuer à faciliter le dialogue régional et international sur les questions liées à la pénurie d'eau et à la coopération transfrontière pour la gestion des ressources hydriques.

5. *a exhorté* la FAO à faciliter l'établissement de réseaux régionaux d'experts incluant des organisations de la société civile afin de faciliter le partage des connaissances (y compris les connaissances traditionnelles), des informations, des données d'expériences, des technologies et des meilleures pratiques en matière de gestion de l'eau et d'approches pour faire face à la pénurie d'eau.

6. *a approuvé* le lancement d'une initiative régionale sur la réforme de la gouvernance de l'irrigation et de l'eau agricole dans la région Asie et Pacifique dans le but de renforcer la gestion de l'eau à tous les niveaux grâce au partage des connaissances, au renforcement des capacités et à la mise en œuvre de projets.

7. *a exhorté* la FAO à accorder un rang de priorité élevé à l'assistance aux États Membres en matière de politiques, stratégies et options techniques pour faire face à la pénurie d'eau et à renforcer ses propres capacités et ressources en conséquence, tant au Bureau régional qu'au Siège.

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

1. *a encouragé* les États Membres à mettre au point des réponses systémiques à la pénurie d'eau pour lever les obstacles politiques, institutionnels, juridiques, économiques et techniques, adopter des stratégies d'investissement dans la gestion de l'eau plus efficaces et mieux ciblées, évaluer les possibilités offertes par le commerce international pour remédier à la pénurie d'eau et renforcer la coopération régionale.
2. *a encouragé* les États Membres à s'intéresser en priorité à l'efficacité de l'utilisation de l'eau et à la productivité agricole tout au long de la chaîne de valeurs, de la ferme au marché, y compris à la gestion de l'eau sur l'exploitation, à la performance des systèmes d'irrigation, à la gouvernance et à l'adaptation des politiques nationales en matière d'eau et d'irrigation.
3. *a encouragé* les États Membres à améliorer la productivité de l'agriculture pluviale en prévoyant des incitations à l'adoption de pratiques réduisant les risques hydriques, telles que la récolte de l'eau, et en développant et en encourageant l'utilisation de semences résistant aux inondations, à la salinité et à la sécheresse.
4. *a recommandé* que les États Membres mettent en œuvre des réformes orientées sur les services au niveau des institutions chargées de l'irrigation et adoptent des stratégies de modernisation de l'irrigation fondées sur la demande et axées sur la fourniture de services hydriques d'un bon rapport coût-efficacité, tout en reconnaissant les usages et services multiples de l'eau à usage agricole et en élargissant la gestion participative de cette ressource à divers acteurs locaux.
5. *a encouragé* les pays à réfléchir à la création de mécanismes pour rémunérer les fournisseurs de services environnementaux, selon qu'il conviendrait.
6. *a encouragé* les États Membres à collecter et à communiquer des informations fiables sur l'utilisation de l'eau pour l'agriculture, à faciliter le dialogue entre les acteurs clés du secteur, à mettre au point des méthodes saines et transparentes pour négocier les allocations d'eau entre différents usagers et utilisateurs et lever les obstacles institutionnels, technologiques et économiques à des allocations optimales au sein du secteur et entre secteurs.

À l'attention de la FAO

La Conférence:

1. *a demandé* à la FAO de renforcer AQUASTAT dans la région.
2. *a demandé* à la FAO de favoriser l'élaboration de stratégies d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ce changement pour la région.
3. *a encouragé* la FAO à collaborer avec les centres d'excellence régionaux, tels que le Centre Asie-Pacifique pour le génie et les machines agricoles, pour mettre au point et promouvoir des technologies de gestion de l'eau appropriées et abordables pour une meilleure gestion de l'eau sur l'exploitation.

Pour un secteur agroalimentaire et agro-industriel compétitif dans le contexte de la mondialisation et de la libéralisation des échanges

À l'attention des gouvernements et de la FAO

La Conférence:

1. *a exhorté* la FAO à: i) organiser des dialogues interministériels pour identifier les actions à mener en priorité pour encourager le développement agro-industriel; ii) encourager des partenariats

public-privé pour renforcer les compétences en matière de gestion des petits exploitants et accélérer leur intégration dans les chaînes de valeur; et iii) faciliter la création d'environnements favorables à la participation des petits exploitants à un secteur agro-industriel durable, dont ils puissent tirer des avantages.

2. *a recommandé* que la FAO continue à promouvoir des entreprises agro-industrielles et des chaînes de valeur dont les petits exploitants et les petites entreprises agroalimentaires puissent tirer des avantages en aidant les États Membres à améliorer leurs services au secteur agro-industriel, en encourageant des pratiques ajoutant de la valeur à la production des petits exploitants et en aidant ces derniers à réagir à l'évolution des marchés et des exigences des consommateurs.

3. *a exhorté* la FAO à travailler avec les États Membres pour renforcer l'aptitude des petits producteurs à respecter les normes et exigences industrielles.

4. *a demandé* à la FAO d'aider les États Membres à: i) analyser les tendances et les caractéristiques des secteurs agroalimentaire et agro-industriel et des chaînes de valeur; ii) créer des systèmes de gestion de l'information et des connaissances dans le domaine agroalimentaire et agro-industriel; iii) examiner et revoir, le cas échéant, leurs politiques, cadres juridiques et réglementaires, institutions et services concernant le secteur agroalimentaire et agro-industriel; et iv) à évaluer les débouchés commerciaux et les possibilités offertes au secteur agroalimentaire en vue d'accorder la priorité au développement de certaines entreprises agro-industrielles et de chaînes de valeur spécifiques.

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

1. *a encouragé* les États Membres à faire leur possible pour faciliter le développement des entreprises agroalimentaires et agro-industrielles, selon qu'il convenait, en réformant leurs politiques, en renforçant les institutions, en précisant les cadres juridiques et réglementaires, en encourageant la coopération public-privé, en renforçant le rôle des organisations locales, en revoyant les mandats institutionnels et en assurant un équilibre entre le rythme et la nature du développement agro-industriel et les objectifs de lutte contre la pauvreté et de sécurité alimentaire.

2. *a exhorté* les États Membres à favoriser l'élaboration de systèmes de micro-financement et de crédit à l'intention des petites entreprises agro-industrielles et de leurs fournisseurs.

Programme Aide pour le commerce et rôle de la FAO

À l'attention des gouvernements et de la FAO

La Conférence:

1. *a demandé* à la FAO d'aider les États Membres à classer les activités à mener au titre de cette initiative par ordre de priorité, à préparer des projets d'investissement et à mettre en œuvre des activités commerciales au niveau national ou régional.
2. *a exhorté* la FAO à: i) continuer à fournir une aide aux États Membres à propos des négociations en cours du Cycle de Doha; ii) réorienter et élargir ces activités de façon à couvrir les besoins croissants d'information et d'assistance concernant les négociations commerciales régionales et bilatérales; et iii) mener des études et des analyses, y compris sur les pratiques optimales, de manière à permettre aux pays membres d'adopter des politiques commerciales et des mesures d'aide au commerce qui renforcent la contribution du commerce au développement agricole, à la distribution équitable des avantages, à la sécurité alimentaire durable et à la réduction de la pauvreté.

À l'attention de la FAO

La Conférence:

1. *a recommandé* que la FAO continue à collaborer avec l'OMC et d'autres partenaires pour le développement pour appliquer le programme Aide pour le commerce au secteur agricole et a exhorté la FAO à jouer un rôle de chef de file en la matière.

Situation régionale de l'alimentation et de l'agriculture

À l'attention des gouvernements et de la FAO

La Conférence:

1. *est convenue* que la meilleure réaction à la récente hausse des prix des denrées alimentaires devrait être d'investir à long terme dans des mesures de renforcement de la productivité, de façon à accroître l'offre de denrées alimentaires et à alléger la pression sur la base de ressources naturelles.
2. *a reconnu* les avantages à tirer d'une participation accrue de toutes les parties prenantes de l'agriculture, de l'élevage, de la foresterie et des pêches aux débats et négociations relatifs au secteur. Il a été noté que le débat sur la biodiversité, le changement climatique et les bioénergies se déroulait trop souvent sans la participation effective du secteur agricole. La Conférence *s'est félicitée* des suggestions tendant à ce que les États Membres procèdent à l'élaboration de politiques et plans intégrés avec la contribution de tous les organismes pertinents du secteur privé et de la société civile et veillent à ce que les intérêts du secteur agricole soient bien représentés dans les négociations régionales et internationales relatives au secteur ou ayant un impact sur le secteur.

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

1. *a reconnu* que les activités agricoles, y compris l'élevage, et halieutiques, ainsi que l'utilisation excessive de produits chimiques et d'engrais, pouvaient avoir un impact durable sur l'environnement général et *est convenue* que des méthodes de production et d'intensification de la production plus durables étaient nécessaires pour réduire, voire inverser, ces effets négatifs.

2. *a reconnu* que les gouvernements devaient redoubler d'efforts pour assurer le bon fonctionnement des marchés, définir les droits de propriété et améliorer la gestion des ressources naturelles ainsi que l'enseignement en milieu rural, les services sanitaires, l'infrastructure et la recherche et la vulgarisation agricoles, afin d'assurer un développement rural durable, de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire.

Recommandations et activités des commissions régionales

À l'attention des gouvernements et de la FAO

La Conférence:

1. *s'est félicitée* des activités menées par les commissions techniques régionales et a reconnu qu'elles jouaient un rôle important dans la région sur le plan de la coordination et de l'élaboration des politiques. Les pays membres ont souligné l'utilité des commissions techniques régionales et les *ont encouragées* à poursuivre leurs activités, en collaboration étroite avec d'autres organes régionaux et institutions nationales afin d'éviter les chevauchements d'efforts.

2. *a reconnu* que des liens plus étroits pouvaient être établis entre les commissions techniques régionales de la FAO et la Conférence régionale si celle-ci examinait plus en détail les conclusions, recommandations et activités des commissions. La Conférence *a accueilli avec satisfaction* la suggestion tendant à ce que les travaux des commissions techniques régionales de la FAO deviennent à l'avenir une question de fond inscrite à l'ordre du jour des prochaines sessions de la Conférence régionale.

Sécurité sanitaire et commerce des denrées alimentaires dans la région Asie-Pacifique

À l'attention des gouvernements et de la FAO

La Conférence:

1. *a reconnu* que la collaboration et la coopération régionales, assurées notamment par l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ANASE) et l'Association de coopération régionale de l'Asie du Sud (ASACR), revêtaient un rôle crucial pour faire face aux questions actuelles ou émergentes de sécurité sanitaire des aliments.

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

1. *a reconnu* la nécessité de renforcer les systèmes nationaux de contrôle des aliments, d'améliorer la coordination des activités visant à assurer la sécurité sanitaire des denrées alimentaires de la ferme à la table et à sensibiliser les populations à l'importance de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires.

2. *a reconnu* que pour de nombreux pays d'Asie et du Pacifique, les mesures SPS constituaient un obstacle au commerce parce que ces pays avaient des difficultés à se procurer les informations nécessaires et à se conformer à ces mesures. La Conférence a fait valoir que les mesures destinées à assurer la sécurité sanitaire des aliments ne devraient en aucun cas être utilisées comme excuse pour instaurer une protection commerciale.

3. *a reconnu* que la prolifération de normes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments émanant des détaillants, de la filière alimentaire, du secteur agroalimentaire et d'autres acteurs posait d'énormes difficultés aux instances publiques chargées de ces questions.

À l'attention de la FAO

La Conférence:

1. *s'est félicitée* des activités de renforcement des capacités menées par la FAO dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments et a accueilli favorablement l'intention de la FAO de renforcer son assistance technique aux pays membres et aux organisations régionales dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, y compris sa collaboration pour le transfert de technologies.

Questions diverses**À l'attention des gouvernements et de la FAO**

La Conférence:

1. *a appuyé* le point de vue selon lequel une structure comprenant un nombre supplémentaire de bureaux sous-régionaux ne servirait pas les intérêts de la région comme elle pourrait le faire dans d'autres régions. Elle est arrivée à la conclusion que la région, compte tenu des intenses connectivités de Bangkok avec le reste de la région, serait mieux desservie par un bureau régional.
2. *a exprimé sa conviction* que le Bureau régional de Bangkok devrait être renforcé en lui allouant des ressources financières et humaines comparables à celles allouées à des régions disposant de bureaux sous-régionaux nouvellement établis.
3. *a insisté* pour que la prise de décisions et la gestion soient davantage rationalisées moyennant une délégation de pouvoirs au Bureau régional.
4. *a souligné* que le Bureau régional devait disposer de capacités supplémentaires pour que la FAO soit en mesure de répondre efficacement aux demandes croissantes d'assistance technique et d'appui aux politiques.

À l'attention de la FAO

La Conférence:

1. *a invité* la FAO à renforcer sa collaboration et ses synergies avec des associations économiques régionales comme l'ANASE, l'ASACR et le Forum des îles du Pacifique et à intensifier les partenariats avec les ONG et les organisations de la société civile.
2. *a encouragé* le Secrétariat à étoffer et améliorer le document sur le cadre des priorités dans le cadre d'un processus de consultation ouvert aux pays membres, aux bureaux de pays de la FAO dans la région, aux organisations régionales, aux donateurs et à d'autres partenaires.
3. *est convenue* que le cadre des priorités régionales devrait se limiter à identifier les problèmes fondamentaux de la région et être centré sur les problèmes transfrontières (notamment ravageurs et maladies des plantes et des animaux), les questions d'intérêt commun (adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets) et les questions et défis revêtant une importance particulière pour la région.

I. INTRODUCTION

ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE

1. La vingt-neuvième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique s'est tenue à Bangkok (Thaïlande) du 26 au 31 mars 2009. La Conférence s'est composée de deux parties: une réunion des hauts fonctionnaires du 26 au 28 mars, suivie d'une réunion de niveau ministériel les 30 et 31 mars.

2. Des représentants de 33 États Membres ont participé à la Conférence. Des observateurs d'un État non Membre des Nations Unies, de 16 organisations internationales non gouvernementales et de cinq organisations intergouvernementales étaient également présents. Des représentants de sept autres organisations des Nations Unies ont participé à la réunion. La liste complète des participants à la Conférence figure à l'*Appendice B*.

CÉRÉMONIES D'OUVERTURE

3. M. Kinlay Dorjee, Secrétaire de la vingt-neuvième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, a souhaité la bienvenue aux délégués au nom du Secrétariat de la Conférence.

4. La Réunion des hauts fonctionnaires a été ouverte par M. He Changchui, Sous-Directeur général et Représentant régional de la FAO, et M. Theera Wongsamut, Ministre de l'agriculture et des coopératives du Gouvernement royal de Thaïlande, qui ont prononcé chacun une allocution d'ouverture.

5. M. He a remercié le Gouvernement royal de Thaïlande d'avoir accueilli la réunion. Il a noté que les multiples crises survenues au cours de l'année passée, notamment la flambée des prix des denrées alimentaires, le ralentissement de l'économie mondiale et les changements climatiques, dont diverses catastrophes naturelles, avaient mis en relief l'importance de l'agriculture pour le bien-être de l'humanité et avaient conféré un caractère d'urgence particulière au mandat de la FAO. M. He a souligné que, malgré des progrès limités en matière de lutte contre la faim, la région Asie-Pacifique avançait relativement lentement sur la voie de la sécurité alimentaire pour tous. Il a souligné que l'accélération des progrès accomplis vers la réalisation de l'Objectif du Sommet mondial de l'alimentation de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées avant 2015 demeurerait le principal défi et que l'appui au secteur agricole ne devrait pas être négligé en ces temps de crise financière et économique. M. He a informé les délégués de la rédaction d'un projet de note conceptuelle sur un cadre de priorités pour le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique et les a invités à donner leur avis sur les nouvelles priorités proposées.

6. M. Theera Wongsamut a souhaité la bienvenue aux délégués et aux participants au nom du Gouvernement du Royaume de Thaïlande et a déclaré ouverte la Réunion des hauts fonctionnaires. Il a insisté sur la nécessité d'agir collectivement pour réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire et pour remédier au déboisement, à la pollution de l'eau et de l'air, à la salinité des sols et à d'autres formes de dégradation des ressources naturelles. Il a souligné l'importance que la Thaïlande accordait à une bonne gestion de l'eau et les efforts faits par ce pays pour approvisionner en eau tous les agriculteurs et lutter contre le gaspillage de l'eau sur les exploitations. Il a noté que l'irrigation à petite échelle aidait la Thaïlande à appliquer la Nouvelle théorie agricole et la philosophie d'autosuffisance de Sa Majesté le Roi. Il a exhorté les pays de la région à renforcer leur coopération et leur soutien mutuel pour relever les défis et atteindre leurs objectifs communs en matière de développement agricole.

7. La cérémonie d'ouverture de la Réunion ministérielle a eu lieu le 30 mars. M. Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, a souhaité la bienvenue au Premier Ministre du Gouvernement royal de

Thaïlande et à tous les participants à la Conférence. Il s'est félicité de l'importance accordée à la réunion, dont témoignait le grand nombre de ministres et de secrétaires à l'agriculture présents.

8. M. Abhisit Vejjajiva, Premier Ministre du Gouvernement royal de Thaïlande, a prononcé l'allocution d'ouverture, indiquant que ce n'était pas seulement un honneur pour la Thaïlande d'accueillir la Conférence, mais que celle-ci lui donnait l'occasion de réaffirmer l'engagement du pays envers la mission de la FAO qui était de faire en sorte que chaque être humain ait accès à la nourriture à tout moment.

9. Le Premier Ministre a souligné que l'agriculture demeurait le premier pilier du développement dans de nombreux pays de la région Asie-Pacifique, mais que le secteur était mis à rude épreuve par la hausse de la demande de denrées alimentaires et de produits agricoles, les catastrophes naturelles, le changement climatique, les catastrophes environnementales et anthropiques, la dégradation écologique, la demande croissante de bioénergie et la crise financière mondiale récente.

10. Le Premier Ministre a fait observer que les efforts déployés à l'échelle planétaire pour assurer la sécurité alimentaire se heurtaient aux politiques commerciales protectionnistes qui limitaient le commerce des produits alimentaires et agricoles. Il a plaidé en faveur d'une réduction, voire de la suppression totale, des distorsions commerciales et pour la mise en oeuvre rapide du Programme de Doha pour le développement, de façon que les pays en développement puissent tirer parti du commerce international pour accélérer leur développement orienté sur la sécurité alimentaire.

11. Le texte de l'allocution d'ouverture du Premier Ministre Abhisit Vejjajiva figure à l'*Appendice D*.

ÉLECTION DES PRÉSIDENTS, VICE-PRÉSIDENTS ET RAPPORTEURS

12. Les délégués ont élu à l'unanimité M. Sakchai Sriboonsue, Secrétaire permanent adjoint au Ministère de l'agriculture et des coopératives du Gouvernement royal de Thaïlande, Président de la Réunion des hauts fonctionnaires. Ils ont également élu tous les chefs de délégation ayant rang de vice-ministre ou de secrétaire de l'agriculture aux fonctions de Vice-Présidents de la Réunion des hauts fonctionnaires et M. C.Q.K. Mustaq Ahmed (Bangladesh) Rapporteur.

13. M. Theera Wongsamut, Ministre de l'agriculture et des coopératives du Gouvernement royal de Thaïlande, a été élu Président de la Réunion ministérielle. Les délégués ont également élu tous les autres ministres présents Vice-Présidents de la Conférence et M. Muhammad Abdur Razzaque (Bangladesh) Rapporteur de la Conférence.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU CALENDRIER

14. La Conférence a adopté l'ordre du jour qui figure à l'*Appendice A*. Les documents soumis à la Conférence sont énumérés à l'*Appendice C*.

DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

15. Dans sa déclaration, M. Jacques Diouf a fait observer que la Conférence régionale avait lieu au moment où une grave crise économique et financière venait s'ajouter à la crise de l'insécurité alimentaire mondiale. Il a noté qu'en raison essentiellement de la flambée des prix des denrées alimentaires, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde avait augmenté de 115 millions au cours des deux dernières années, ce qui portait leur total à près d'un milliard d'êtres humains. M. Diouf a exhorté les gouvernements, les donateurs, les institutions financières et les organisations régionales et mondiales à prendre d'urgence des mesures audacieuses pour déverrouiller le potentiel agricole et relancer rapidement la production dans les pays les plus touchés.

16. Le Directeur général a signalé que, dans le cadre de son Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires, la FAO avait fourni une expertise et un appui techniques à 98 pays, dont 11

en Asie et sept dans le Pacifique Sud. Il a insisté en outre sur l'importance à accorder à des questions complexes et fondamentales comme la gouvernance, le renforcement des institutions nationales, l'appui aux agriculteurs, l'aide publique au développement, l'accroissement de la part des budgets nationaux allouée à l'agriculture, les incitations à l'investissement privé et l'instauration de partenariats efficaces.

17. Le Directeur général a souligné que les bonnes pratiques agricoles auraient un rôle majeur à jouer face aux défis associés au changement climatique, qui affecterait au premier chef les pays pauvres et les petits États insulaires.

18. Le texte intégral de la déclaration du Directeur général figure à l'*Appendice E*.

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT INDÉPENDANT DU CONSEIL DE LA FAO

19. M. Noori Naeni, Président indépendant du Conseil de la FAO, a prononcé une allocution devant la Conférence. Il a fait état des effets combinés de la crise financière mondiale, de la fébrilité des prix des produits alimentaires, du changement climatique, du développement des bioénergies et du ralentissement des gains de productivité en agriculture. M. Naeni a souligné que les mesures à prendre pour faire face à ces défis étaient principalement du ressort des gouvernements nationaux, avec l'appui de la FAO et d'autres partenaires régionaux et internationaux. M. Naeni a en outre souligné les efforts de réforme en cours à la FAO, qui donneront un rôle accru à la Conférence régionale, les perspectives régionales et sous-régionales aient une influence accrue sur les travaux de l'Organisation.

20. M. Naeni a décrit à la Conférence les mesures prises par la FAO pour donner suite aux décisions prises par la Conférence de la FAO à sa trente-cinquième session (session extraordinaire) et pour appliquer le Plan d'action immédiate. Il s'est référé spécifiquement aux nouveaux rôles revenant à la Conférence régionale de la FAO et a souligné la nécessité de renforcer la décentralisation et la délégation de pouvoirs vers les bureaux extérieurs, afin d'améliorer l'efficacité.

II. SEGMENT MINISTÉRIEL DE LA CONFÉRENCE

21. L'ensemble des délégations de tous les pays et organisations participants ont assisté au segment ministériel de la Conférence, y compris 15 Ministres et 12 Vice-Ministres chargés de l'agriculture.

NOUVELLES QUESTIONS ET PRIORITÉS RELATIVES À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DANS LA RÉGION

22. M. He Changchui, Sous-Directeur général et Représentant régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique a décrit les principales activités réalisées par la FAO dans la région au cours de l'exercice biennal afin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.¹ M. He a mis en évidence les efforts déployés par la FAO pour aider les pays membres à lutter contre la grippe aviaire et à faire face à la flambée des prix des denrées alimentaires. M. He a fait état de l'appui global fourni par la FAO à la région (études sur les politiques, consultations et réunions d'experts, ateliers et formation, avis sur les politiques, appui technique aux projets de terrain, publications de directives et de rapports techniques et collaboration avec les partenaires nationaux et régionaux), mais il a souligné que la FAO avait encore beaucoup à faire pour appuyer les efforts déployés par les pays membres afin de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Il faut donc renforcer la capacité multidisciplinaire de la FAO dans la région et intensifier la collaboration de la FAO avec les pays membres et les organisations partenaires.

23. M. C.Q.K. Mustaq Ahmed, Rapporteur de la Réunion de hauts fonctionnaires, a présenté le rapport de cette réunion à la session ministérielle et a résumé les principales conclusions et

¹ APRC/08/5.

recommandations découlant des débats de cette réunion. Les Ministres et autres délégués ont approuvé les conclusions et recommandations de la Réunion de hauts fonctionnaires, qui font partie intégrante du rapport de la Conférence.

24. Lorsqu'ils ont validé et renforcé les conclusions et recommandations faites par la Réunion de hauts fonctionnaires, les Ministres et autres délégués ont fait observer que nombre de pays de la région avaient fait d'importants progrès en matière de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la sécurité alimentaire, mais que ces progrès avaient été freinés, voire inversés dans certains pays, à cause de la crise financière mondiale, de la flambée des prix des denrées alimentaires et des produits de base et de diverses catastrophes naturelles. Les Ministres et délégués ont renouvelé leur engagement à réduire le nombre de personnes pauvres et souffrant de la faim, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement.

25. Les Ministres et autres délégués ont mentionné les nombreux problèmes et contraintes à surmonter sur la voie de la sécurité alimentaire. Une attention particulière a été accordée aux difficultés découlant des facteurs suivants: instabilité des prix des aliments et des produits de base, croissance de la population et de la demande d'aliments, changement climatique, pénurie en eau, dégradation des ressources naturelles, accès aux marchés et problèmes correspondants liés au commerce, catastrophes naturelles causées par l'homme, infrastructures rurales inadéquates, espèces envahissantes et concurrence venant du secteur de la production bioénergétique pour l'utilisation des ressources.

26. Les Ministres et délégués se sont en particulier inquiétés des effets négatifs du changement climatique sur la production agricole et la sécurité alimentaire. La Conférence *a demandé* à la FAO d'aider les pays membres à formuler et mettre en oeuvre des stratégies pratiques d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, y compris la promotion et l'échange d'informations sur les méthodes agricoles appropriées, les calendriers participatifs de semis et la recherche-développement sur les variétés de culture résistant à la salinité, à la sécheresse ou aux inondations, qui s'avéreront nécessaires pour répondre au changement climatique prévu.

27. La Conférence a reconnu que la gestion durable des forêts avait un rôle important à jouer dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Les Ministres et délégués ont souligné que la gestion durable des forêts englobait les questions suivantes: gestion de l'eau, protection de la biodiversité, développement des bioénergies, protection des zones côtières et options possibles pour fixer le carbone à l'aide de méthodes de gestion rationnelle des forêts. La FAO *a été instamment invitée* à continuer à fournir un appui aux pays membres pour appliquer effectivement des méthodes de gestion durable des forêts, y compris les mesures liées à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets.

28. La Conférence, reconnaissant la fréquence et la gravité des catastrophes naturelles affectant la région, *a encouragé* les pays membres à mettre en place des systèmes d'alerte précoce pour une intervention rapide en cas de catastrophes et de situations d'urgence. La Conférence *a demandé* à la FAO d'appuyer le développement de ces systèmes d'alerte précoce et de continuer à aider les pays pour la planification des interventions en cas de catastrophes, les secours d'urgence et le relèvement et la réhabilitation à long terme après les catastrophes, selon les cas.

29. Les Ministres et délégués ont souligné le rôle important des petits agriculteurs dans la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire et ont noté que la crise économique actuelle avait des effets particulièrement sévères sur les petits agriculteurs et les travailleurs agricoles sans terre. La Conférence *a recommandé* aux pays membres d'aider ces individus en précisant le régime foncier et les conditions d'accès aux ressources, en facilitant l'accès au marché et en fournissant des services d'appui tels que formation, vulgarisation, crédit et infrastructure rurale. La Conférence a également noté les possibilités de soutien des petites et moyennes exploitations et de recours à l'agriculture contractuelle pour faciliter l'accès au marché et améliorer les normes de production des petits exploitants. La Conférence *a également demandé* à la FAO d'aider à promouvoir des systèmes

pratiques d'assurance des récoltes et des dispositifs de protection sociale, visant en particulier les petits agriculteurs.

30. Les Ministres et délégués, tout en reconnaissant que les bioénergies pouvaient contribuer à la sécurité énergétique, réduire les émissions de gaz à effet de serre et contribuer au développement rural par la création d'emplois et de revenus, ont lancé une mise en garde en faisant valoir que la production de bioénergies ne devait en aucun cas mettre en péril la sécurité alimentaire ou marginaliser davantage les pauvres. La Conférence *a instamment invité* la FAO à continuer à évaluer les opportunités et les risques liés au développement des bioénergies et à fournir aux pays membres des informations rationnelles et équilibrées, des avis sur les politiques et un appui technique. La Conférence a appelé particulièrement l'attention sur les besoins spéciaux des petits États insulaires en développement et des pays en développement disposant de peu de ressources en terre lorsqu'il s'agit d'assurer la sécurité alimentaire et la sécurité énergétique.

31. La Conférence a encouragé à intensifier la coopération régionale pour faire face aux maladies animales transfrontières, qui étaient en hausse du fait de l'expansion des échanges internationaux de bétail et de produits carnés. La FAO *a été invitée* à faciliter la coopération et l'établissement de réseaux à l'échelle régionale, à s'employer à harmoniser la législation, les réglementations et les mesures de contrôle et à renforcer les efforts de biosécurité et autres destinés à enrayer la diffusion des maladies et la propagation des espèces envahissantes.

32. La Conférence a noté que les pêches de capture et celles effectuées dans la zone côtière représentaient une source importante d'aliments et de revenus pour les populations rurales et que le nombre de ménages se livrant à ces activités était en hausse. Il était particulièrement évident que les petits États insulaires en développement (PIED) étaient fortement tributaires de la pêche. La Conférence a souligné la nécessité de trouver un équilibre entre les niveaux de production et l'utilisation durable des ressources et d'améliorer les infrastructures après capture ainsi que l'accès au marché. La FAO *a été invitée* à appuyer le développement de cadres réglementaires et de politiques de gestion des pêches, à fournir une assistance technique pour assurer la traçabilité, de plus en plus exigée sur les marchés internationaux, et à appuyer le développement durable de l'aquaculture. La Conférence a instamment invité les pays membres à appliquer des méthodes de pêche responsable et à collaborer à la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

33. La Conférence a reconnu que des échanges libres, justes et équitables de produits alimentaires et agricoles pouvaient contribuer à garantir la stabilité des prix et à renforcer la sécurité alimentaire. Les Ministres et délégués ont mis en garde contre une hausse du protectionnisme et des barrières commerciales non tarifaires. La Conférence s'est félicitée de l'Initiative d'aide pour le commerce et des efforts déployés pour aider les producteurs à se conformer à des normes de plus en plus strictes de sécurité sanitaire et d'exportation des aliments.

34. Ayant lutté contre la très grande instabilité des prix des denrées alimentaires ces dernières années, les ministres et délégués *ont demandé instamment* aux gouvernements et aux organisations internationales de rechercher des mécanismes aptes à réduire l'instabilité et l'imprévisibilité des prix des produits alimentaires et agricoles. La Conférence *a encouragé* les États Membres et les organisations internationales, et notamment la FAO, à envisager la mise en place de réserves alimentaires régionales et mondiales en prévision de perturbations futures.

35. Notant l'urgente nécessité d'investir davantage dans le secteur agricole et de renforcer la recherche et la vulgarisation agricoles, la Conférence *a demandé instamment* aux pays développés d'honorer les engagements qu'ils avaient pris afin d'accroître l'aide au développement dans le secteur de l'agriculture dans les délais prévus, malgré les difficultés dues à l'actuel ralentissement économique.

36. Pour tirer tout le parti du capital de connaissances techniques et d'expérience des pays de la région, la Conférence *a encouragé* une collaboration plus étroite dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Elle *a aussi demandé instamment* à la FAO de renforcer la collaboration avec les organisations régionales concernées. La Conférence a en outre demandé instamment aux États Membres de faciliter et d'appuyer un partenariat effectif entre les opérateurs s'occupant du développement aux niveaux local, national, sous-régional et régional afin d'accélérer les progrès faits en matière de réalisation des objectifs de sécurité alimentaire.

37. Reconnaissant la difficulté croissante des défis auxquels sont confrontés les États Membres, la Conférence *a engagé* la FAO à renforcer le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique afin de le doter des ressources nécessaires pour répondre aux besoins de la région au moment voulu et plus efficacement. La Conférence *a aussi demandé instamment* à la FAO de rationaliser encore et de déléguer les pouvoirs de prise de décisions et de gestion au Bureau régional et de renforcer encore le Bureau sous-régional pour le Pacifique. Elle *a demandé* à la FAO de présenter un cadre régional de priorités en vue de son examen à la prochaine Conférence régionale et un rapport sur la restructuration et le renforcement du Bureau régional visant à répondre à ces priorités.

38. La Conférence a accueilli favorablement les propositions de renforcement de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique et *a recommandé* un renforcement des liens entre les Commissions techniques régionales et la Conférence régionale.

SITUATIONS D'URGENCE À L'ÉCHELLE MONDIALE ET RÉGIONALE: MALADIES ANIMALES TRANSFRONTIÈRES DANS LA RÉGION ET FACTEURS DE DÉCLENCHEMENT LIÉS À L'ENVIRONNEMENT

39. La Conférence a examiné les récents défis relatifs aux maladies animales transfrontalières dans la région et notamment la grippe aviaire hautement pathogène, la fièvre aphteuse, la peste porcine classique, la peste des petits ruminants, ainsi que les menaces d'apparition récente.²

40. Les délégués ont noté l'urgente nécessité de lutter contre les menaces de maladies animales transfrontalières, mises en évidence par le fait que 75 pour cent des agents infectieux connus qui sont apparus récemment chez l'homme sont transmis par les animaux, et compte tenu de leur incidence sur la sécurité sanitaire des aliments et la sécurité alimentaire, et de leurs dimensions économiques et sociales.

41. Les délégués ont reconnu la nécessité de mieux comprendre les facteurs qui contribuent à la propagation des maladies animales et des maladies d'apparition récente. La Conférence *a demandé instamment* à la FAO de mener de nouvelles études multidisciplinaires afin d'appréhender tous les aspects de la présence et de la propagation des maladies d'apparition récente.

42. Reconnaissant l'évolution de la nature de la production animale et le risque croissant de maladies, la Conférence *a demandé* à la FAO de faciliter les efforts régionaux qui permettraient d'harmoniser les politiques et stratégies, d'établir une législation commune sur les contrôles aux frontières, de renforcer les services vétérinaires et d'élaborer des plans régionaux d'intervention d'urgence en cas de foyer de maladie.

43. La Conférence *a demandé* à la FAO d'aider les États Membres à élaborer des plans de surveillance pour l'alerte rapide et la réponse aux foyers de maladie, le renforcement des capacités liées à l'épidémiologie et à la recherche économique et d'étudier la factibilité technique de la mise en place d'un plus grand nombre de laboratoires de référence régionaux conformes aux normes internationales. À cet égard, la Conférence a pris note avec gratitude du fait que l'Inde et la Malaisie avaient offert d'accueillir des laboratoires de référence ou des installations connexes de diagnostic.

² APRC/08/6.

44. Les délégués ont souligné l'importance de la collaboration régionale pour lutter contre les maladies animales transfrontières. La Conférence a demandé à la FAO de procéder à la mise en place d'unités de soutien régionales relevant du Cadre mondial pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontières qui consisteraient en centres de laboratoires de référence et d'épidémiologie de nature à aider les pays, en particulier lors des situations d'urgence dues à des maladies.

45. La Conférence a félicité la FAO de l'appui fourni aux États Membres en matière de lutte contre la grippe aviaire, elle a apprécié le généreux appui consenti par les donateurs pour relever les graves défis liés aux maladies animales transfrontalières et elle s'est félicitée des indications reçues quant au maintien de cet appui.

TABLE RONDE SUR LA RUÉE VERS LES BIOÉNERGIES: PERSPECTIVES ET RISQUES POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL

46. Une table ronde ministérielle informelle sur le développement des bioénergies et sur les perspectives et risques pour la sécurité alimentaire, l'environnement et le développement rural a été organisée le 30 mars³. Une note sur cette table ronde figure à l'Appendice F.

III. POLITIQUES, STRATÉGIES ET OPTIONS TECHNIQUES POUR FAIRE FACE À LA PÉNURIE D'EAU

47. La Conférence s'est penchée sur les causes et les effets de la pénurie d'eau dans la région et a débattu des politiques, stratégies et options techniques disponibles pour faire face à ce problème⁴. Les délégués ont reconnu que la pénurie d'eau touchait plus particulièrement les populations pauvres de la région et que la pénurie d'eau et la concurrence croissante dont cette ressource faisait l'objet à l'échelon régional, aggravées par le changement climatique, constituaient un formidable obstacle à tout progrès en matière de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté.

48. Notant que l'agriculture était de loin la principale consommatrice d'eau dans la région, les délégués ont apprécié le fait que ce secteur offrait aussi les plus grands espoirs concernant l'atténuation de la pénurie d'eau. Les délégués ont reconnu que les zones irriguées et la consommation d'eau par le secteur agricole ne pourraient que continuer à progresser du fait de la demande croissante de denrées alimentaires et de biens industriels. Le secteur était donc soumis à des pressions très fortes pour rendre compte de l'eau qu'il utilisait et pour fonctionner avec des allocations toujours plus réduites. Les délégués ont noté, toutefois, que si l'agriculture pouvait être tenue pour responsable dans une large mesure de la pénurie effective d'eau, l'accès inéquitable à l'eau était aussi de règle.

49. La Conférence a encouragé les États Membres à mettre au point des réponses systémiques à la pénurie d'eau pour lever les obstacles politiques, institutionnels, juridiques, économiques et techniques, adopter des stratégies d'investissement dans la gestion de l'eau plus efficaces et mieux ciblées, évaluer les possibilités offertes par le commerce international pour remédier à la pénurie d'eau et renforcer la coopération régionale.

50. Les délégués sont convenus que si les réactions du côté de l'offre étaient encore une option dans certains bassins, la gestion de la demande d'eau pour l'agriculture devrait être la priorité pour la région. La Conférence a encouragé les États Membres à s'intéresser en priorité à l'efficacité de l'utilisation de l'eau et à la productivité agricole tout au long de la chaîne de valeurs, de la ferme au marché, y compris à la gestion de l'eau sur l'exploitation, à la performance des systèmes d'irrigation, à la gouvernance et à l'adaptation des politiques nationales en matière d'eau et d'irrigation.

51. La Conférence a demandé à la FAO d'aider les États Membres à mettre en place des cadres politiques et stratégiques intégrés pour faire face à la pénurie d'eau, en mettant l'accent sur

³ APRC/08/7.

⁴ APRC/08/2.

i) l'amélioration de la gouvernance de l'eau au niveau des communautés, des systèmes d'irrigation, des bassins versants et des aquifères; ii) l'adoption d'une approche stratégique multisectorielle de planification relative à la sécurité alimentaire, l'agriculture, l'environnement et l'investissement; iii) l'adoption de stratégies de développement et de la gestion de l'irrigation impulsées par la demande et orientées sur les services; iv) la modernisation des systèmes d'irrigation; v) la productivité de l'eau destinée à la production irriguée ou pluviale tout en assurant la protection de l'environnement; vi) la mise au point et l'adoption de pratiques améliorées en matière de gestion de l'eau sur l'exploitation, notamment de pratiques économes en eau; vii) la protection des agroécosystèmes et des populations vulnérables, notamment dans les deltas tropicaux ou dans les zones arides ou semi-arides; et viii) les questions liées aux régimes fonciers et à l'attribution de titres fonciers, ainsi que l'accès aux ressources naturelles, afin de créer un environnement plus favorable à l'investissement et à l'utilisation durable des ressources en terre et en eau.

52. La Conférence *a encouragé* les États Membres à améliorer la productivité de l'agriculture pluviale en prévoyant des incitations à l'adoption de pratiques réduisant les risques hydriques, telles que la récolte de l'eau, et en développant et en encourageant l'utilisation de semences résistant aux inondations, à la salinité et à la sécheresse.

53. La Conférence *a recommandé* que les États Membres mettent en œuvre des réformes orientées sur les services au niveau des institutions chargées de l'irrigation et adoptent des stratégies de modernisation de l'irrigation fondées sur la demande et axées sur la fourniture de services hydriques d'un bon rapport coût-efficacité, tout en reconnaissant les usages et services multiples de l'eau à usage agricole et en élargissant la gestion participative de cette ressource à divers acteurs locaux.

54. Les délégués ont reconnu que de nouveaux investissements étaient nécessaires dans les systèmes d'irrigation et *ont encouragé* les États Membres à faciliter ces investissements en renforçant la capacité à tous les niveaux et en adoptant des systèmes de repères pour suivre les effets des réformes politiques et des améliorations apportées au secteur de l'irrigation. La Conférence *a demandé* à la FAO de perfectionner son programme régional de modernisation de l'irrigation pour appuyer ces efforts.

55. La Conférence *a demandé* à la FAO d'aider les États Membres à promouvoir l'agriculture de conservation, la gestion intégrée des ravageurs, la nutrition intégrée des plantes, la gestion durable des forêts, des pratiques optimales en matière de production animale et une transformation et des procédés de commercialisation plus efficaces, la mise en place d'installations de traitement de l'eau pour des complexes industriels et commerciaux et d'autres mesures de conservation et de protection des ressources hydriques et de la qualité de l'eau, notamment afin de protéger les pêches continentales, les ressources aquatiques et l'aquaculture.

56. Les délégués ont pris acte de l'attention accrue accordée à la fourniture de services écosystémiques grâce à une gestion rationnelle des bassins versants et d'autres écosystèmes et ont reconnu que l'entretien de ces services était souvent à la charge des communautés rurales pauvres. La Conférence a noté que certains pays créaient des mécanismes pour rémunérer les fournisseurs de services environnementaux et a souhaité que leur exemple soit suivi, selon qu'il conviendrait.

57. La Conférence *a encouragé* les États Membres à collecter et à communiquer des informations fiables sur l'utilisation de l'eau pour l'agriculture, à faciliter le dialogue entre les acteurs clés du secteur, à mettre au point des méthodes saines et transparentes pour négocier les allocations d'eau entre différents usagers et utilisateurs et lever les obstacles institutionnels, technologiques et économiques à des allocations optimales au sein du secteur et entre secteurs. La Conférence a demandé à la FAO de renforcer AQUASTAT dans la région.

58. La Conférence *a demandé* à la FAO, en collaboration avec d'autres organisations compétentes, de continuer à faciliter le dialogue régional et international sur les questions liées à la pénurie d'eau et à la coopération transfrontière pour la gestion des ressources hydriques. Elle *a exhorté* la FAO à faciliter l'établissement de réseaux régionaux d'experts incluant des organisations de

la société civile afin de faciliter le partage des connaissances (y compris les connaissances traditionnelles), des informations, des données d'expériences, des technologies et des meilleures pratiques en matière de gestion de l'eau et d'approches pour faire face à la pénurie d'eau.

59. La Conférence *a approuvé* le lancement d'une initiative régionale sur la réforme de la gouvernance de l'irrigation et de l'eau agricole dans la région Asie et Pacifique dans le but de renforcer la gestion de l'eau à tous les niveaux grâce au partage des connaissances, au renforcement des capacités et à la mise en oeuvre de projets.

60. Les délégués ont reconnu que de nombreux agriculteurs et utilisateurs de l'eau devraient adapter leurs pratiques aux défis posés par le changement climatique et la pénurie d'eau et ont apprécié l'intérêt de calendriers participatifs de semis qui constituaient un outil commode pour ce type d'adaptation. La Conférence *a demandé* à la FAO de favoriser l'élaboration de stratégies d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ce changement pour la région.

61. La Conférence *a encouragé* à la FAO à collaborer avec les centres d'excellence régionaux, tels que le Centre Asie-Pacifique pour le génie et les machines agricoles, pour mettre au point et promouvoir des technologies de gestion de l'eau appropriées et abordables pour une meilleure gestion de l'eau sur l'exploitation.

62. La Conférence *a exhorté* la FAO à accorder un rang de priorité élevé à l'assistance aux États Membres en matière de politiques, stratégies et options techniques pour faire face à la pénurie d'eau et à renforcer ses propres capacités et ressources en conséquence, tant au Bureau régional qu'au Siège.

IV. POUR UN SECTEUR AGROALIMENTAIRE ET AGRO-INDUSTRIEL COMPÉTITIF DANS LE CONTEXTE DE LA MONDIALISATION ET DE LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES

63. La Conférence a examiné les nouvelles tendances du secteur et la concurrence qui règne de plus en plus entre les entreprises du secteur, compte tenu de la mondialisation et de la libéralisation des échanges⁵.

64. Les délégués ont noté que les systèmes alimentaires et agricoles de la région Asie-Pacifique étaient de plus en plus orientés sur le marché – avec une dépendance accrue vis-à-vis des marchés des intrants, la croissance des entreprises post-production, l'expansion du rôle du secteur privé et la commercialisation des petites exploitations. La Conférence a reconnu que les secteurs agroalimentaire et agro-industriel avaient ainsi un impact de plus en plus fort sur la sécurité alimentaire et le développement économique et social de la région.

65. Les délégués ont également reconnu que l'évolution des systèmes agroalimentaires découlait de l'augmentation des revenus par habitant, des progrès technologiques, de la libéralisation des échanges et de l'urbanisation. Ces éléments moteurs renforçaient la demande de produits de valeur, de produits transformés et de denrées alimentaires prêtes à consommer, ainsi que de viande, poisson et fruits. Ces facteurs à leur tour offraient de nouvelles possibilités, notamment aux petits producteurs et aux petites entreprises agroalimentaires.

66. Les gouvernements réagissaient à ces changements par diverses réformes au niveau des politiques et des programmes et par des investissements accrus visant à accélérer le développement des entreprises agroalimentaires et agro-industriels. Les gouvernements, les agro-industries et les producteurs procédaient à des changements institutionnels et organisationnels à tous les niveaux de la chaîne de valeur visant à encourager la production de produits primaires.

67. La Conférence *a encouragé* les États Membres à faire leur possible pour faciliter le développement des entreprises agroalimentaires et agro-industrielles, selon qu'il convenait, en

⁵ APRC/08/3

réformant leurs politiques, en renforçant les institutions, en précisant les cadres juridiques et réglementaires, en encourageant la coopération public-privé, en renforçant le rôle des organisations locales, en revoyant les mandats institutionnels et en assurant un équilibre entre le rythme et la nature du développement agro-industriel et les objectifs de lutte contre la pauvreté et de sécurité alimentaire.

68. La Conférence *a exhorté* la FAO à: i) organiser des dialogues interministériels pour identifier les actions à mener en priorité pour encourager le développement agro-industriel; ii) encourager des partenariats public-privé pour renforcer les compétences en matière de gestion des petits exploitants et accélérer leur intégration dans les chaînes de valeur; et iii) faciliter la création d'environnements favorables à la participation des petits exploitants à un secteur agro-industriel durable, dont ils puissent tirer des avantages.

69. La Conférence *a recommandé* que la FAO continue à promouvoir des entreprises agro-industrielles et des chaînes de valeur dont les petits exploitants et les petites entreprises agroalimentaires puissent tirer des avantages en aidant les États Membres à améliorer leurs services au secteur agro-industriel, en encourageant des pratiques ajoutant de la valeur à la production des petits exploitants et en aidant ces derniers à réagir à l'évolution des marchés et des exigences des consommateurs.

70. Reconnaissant que la prolifération des normes industrielles et des exigences en matière de qualité des denrées alimentaires imposait aux petits agriculteurs et aux petits producteurs des conditions qui dépassaient souvent leurs moyens et limiter leur accès au marché, la Conférence *a exhorté* la FAO à travailler avec les États Membres pour renforcer l'aptitude des petits producteurs à respecter les normes et exigences industrielles.

71. Sachant que les petits producteurs et transformateurs avaient absolument besoin d'avoir accès au crédit pour développer leurs entreprises et être compétitifs, la Conférence *a exhorté* les États Membres à favoriser l'élaboration de systèmes de micro-financement et de crédit à l'intention des petites entreprises agro-industrielles et de leurs fournisseurs.

72. La Conférence *a demandé* à la FAO d'aider les États Membres à: i) analyser les tendances et les caractéristiques des secteurs agroalimentaire et agro-industriel et des chaînes de valeur; ii) créer des systèmes de gestion de l'information et des connaissances dans le domaine agroalimentaire et agro-industriel; iii) examiner et revoir, le cas échéant, leurs politiques, cadres juridiques et réglementaires, institutions et services concernant le secteur agroalimentaire et agro-industriel; et iv) à évaluer les débouchés commerciaux et les possibilités offertes au secteur agroalimentaire en vue d'accorder la priorité au développement de certaines entreprises agro-industrielles et de chaînes de valeur spécifiques.

73. La Conférence *a souligné* qu'il importait de faire des petits agriculteurs les premiers bénéficiaires de l'assistance au développement des entreprises agroalimentaires et agro-industrielles. Il fallait également veiller à la durabilité des agro-industries. La Conférence *a souligné* que les petits exploitants, de même que les organisations non gouvernementales et de la société civile, devraient participer plus activement à l'élaboration des politiques.

V. PROGRAMME AIDE POUR LE COMMERCE ET RÔLE DE LA FAO

74. La Conférence *a été informée* du programme Aide pour le commerce, créé par la Déclaration de la sixième Conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2005, et *a examiné* la façon dont la FAO pourrait aider ses membres à rendre opérationnelle cette initiative.⁶

75. Il *a été rappelé* aux délégués que le programme Aide au commerce visait à aider les pays en développement à se doter de la capacité du côté de l'offre et de l'infrastructure liée au commerce dont

⁶ APRC/08/4.

ils avaient besoin pour accroître leur commerce et tirer profit des accords commerciaux. Comme l'économie de nombreux pays en développement continuait à reposer principalement sur l'agriculture, les délégués ont reconnu que le renforcement de la capacité commerciale du secteur agricole pourrait contribuer à remédier à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire.

76. La Conférence *a recommandé* que la FAO continue à collaborer avec l'OMC et d'autres partenaires pour le développement pour appliquer le programme Aide pour le commerce au secteur agricole et a exhorté la FAO à jouer un rôle de chef de file en la matière. À cet égard, la coopération bilatérale et l'assistance au renforcement des capacités de la région ont été notées et encouragées.

77. La Conférence a demandé à la FAO d'aider les États Membres à classer les activités à mener au titre de cette initiative par ordre de priorité, à préparer des projets d'investissement et à mettre en œuvre des activités commerciales au niveau national ou régional. Il a été souligné que le classement par ordre de priorité devrait être fait au niveau des pays et en fonction de la demande et que les politiques commerciales devraient être intégrées dans les politiques, plans et stratégies nationaux pour le développement, la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et le commerce.

78. La Conférence *a exhorté* la FAO à: i) continuer à fournir une aide aux États Membres à propos des négociations en cours du Cycle de Doha; ii) réorienter et élargir ces activités de façon à couvrir les besoins croissants d'information et d'assistance concernant les négociations commerciales régionales et bilatérales; et iii) mener des études et des analyses, y compris sur les pratiques optimales, de manière à permettre aux pays membres d'adopter des politiques commerciales et des mesures d'aide au commerce qui renforcent la contribution du commerce au développement agricole, à la distribution équitable des avantages, à la sécurité alimentaire durable et à la réduction de la pauvreté.

VI. SITUATION RÉGIONALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

79. La Conférence a été informée de la situation régionale de l'alimentation et de l'agriculture.⁷ Les délégués ont noté avec préoccupation que le nombre de personnes sous-alimentées avait augmenté dans la région au cours de ces dernières années. La hausse des cours des denrées alimentaires et la crise financière avaient considérablement aggravé l'insécurité alimentaire dans la région Asie-Pacifique, qui comptait près des deux tiers de la population mondiale sous-alimentée. Le nombre inquiétant de personnes sous-alimentées et la persistance de l'insécurité alimentaire en Asie du Sud ont été jugés particulièrement préoccupants.

80. Les délégués ont noté avec satisfaction que le ratio stocks-utilisation du riz devrait atteindre 26 pour cent en 2009. Malgré cette amélioration et les perspectives d'une augmentation modérée, mais soutenue, de la production au cours des prochaines années, la région pourrait être à nouveau confrontée à une tendance à la hausse des prix des denrées alimentaires, notamment si la production de biocarburants s'accélérait en réaction à une nouvelle hausse du prix des combustibles fossiles. La Conférence est convenue que la meilleure réaction à la récente hausse des prix des denrées alimentaires devrait être d'investir à long terme dans des mesures de renforcement de la productivité, de façon à accroître l'offre de denrées alimentaires et à alléger la pression sur la base de ressources naturelles.

81. La Conférence a noté que les habitudes alimentaires et les tendances de la consommation évoluaient rapidement dans la région sous l'effet de l'accroissement des revenus, de l'urbanisation rapide et des nouveaux styles de vie. Ainsi la consommation de céréales par habitant était en déclin, tandis que la consommation d'aliments riches en protéines, comme la viande, augmentait rapidement.

82. Les délégués ont reconnu que les biotechnologies offraient des chances considérables d'améliorer la productivité agricole et que le secteur privé avait un rôle important à jouer dans leur

⁷ APRC/08/INF/5.

création et leur application. Toutefois, il faudrait mettre en place des cadres et des sauvegardes en matière de biosécurité préventives aux niveaux national et régional.

83. La Conférence a reconnu que les activités agricoles, y compris l'élevage, et halieutiques, ainsi que l'utilisation excessive de produits chimiques et d'engrais, pouvaient avoir un impact durable sur l'environnement général et est convenue que des méthodes de production et d'intensification de la production plus durables étaient nécessaires pour réduire, voire inverser, ces effets négatifs.

84. Le changement climatique a été reconnu comme une menace particulièrement sérieuse pour la sécurité alimentaire et la base de ressources naturelles de la région, qui nécessitait une collaboration régionale et internationale, la mise en place de nouvelles politiques et l'adoption de programmes de création de capacités pour atténuer les effets de ces changements climatiques et s'y adapter.

85. Les délégués ont reconnu que les gouvernements devaient redoubler d'efforts pour assurer le bon fonctionnement des marchés, définir les droits de propriété et améliorer la gestion des ressources naturelles ainsi que l'enseignement en milieu rural, les services sanitaires, l'infrastructure et la recherche et la vulgarisation agricoles, afin d'assurer un développement rural durable, de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire.

86. Les délégués ont reconnu les avantages à tirer d'une participation accrue de toutes les parties prenantes de l'agriculture, de l'élevage, de la foresterie et des pêches aux débats et négociations relatifs au secteur. Il a été noté que le débat sur la biodiversité, le changement climatique, les bioénergies et la désertification se déroulait trop souvent sans la participation effective du secteur agricole. La Conférence s'est félicitée des suggestions tendant à ce que les États Membres procèdent à l'élaboration de politiques et plans intégrés avec la contribution de tous les organismes pertinents du secteur privé et de la société civile et veillent à ce que les intérêts du secteur agricole soient bien représentés dans les négociations régionales et internationales relatives au secteur ou ayant un impact sur le secteur.

87. Les délégués se sont félicités de la parution de l'édition 2008 de la *Situation régionale de l'alimentation et de l'agriculture* et ont apprécié le large éventail d'informations et de données qui y figurait. Plusieurs suggestions ont été faites concernant l'amélioration des futures éditions de cette publication, qui pourrait intégrer des données ventilées par sexe, mettre en lumière les pratiques optimales et présenter les projections plus soignées.

VII. RECOMMANDATIONS ET ACTIVITÉS DES COMMISSIONS RÉGIONALES

88. La Conférence a été informée, pour la première fois, des travaux réalisés par les cinq commissions techniques régionales de la FAO dont le secrétariat est hébergé par le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique.⁸ Ces commissions techniques régionales couvrent des questions de statistiques agricoles, pêches, forêts, protection des végétaux et production et santé animales. Les commissions comprennent officiellement les pays membres de la FAO, provenant pour l'essentiel de la région, mais des organisations régionales, des organisations non gouvernementales et des représentants du secteur privé participent de plus en plus à leurs sessions et activités.

89. Au cours des dernières années, les commissions régionales ont réalisé des activités dans une large gamme de domaines, tout en se concentrant principalement sur l'élaboration des politiques, l'examen et la documentation des pratiques optimales, l'évaluation de l'état des ressources et le renforcement des capacités. Les travaux normatifs comprenaient l'élaboration et la promotion de normes régionales et la contribution à des accords et instruments mondiaux.

90. La Conférence s'est félicitée des activités menées par les commissions techniques régionales et a reconnu qu'elles jouaient un rôle important dans la région sur le plan de la coordination et de

⁸ APRC/08/INF/6.

l'élaboration des politiques. Les pays membres ont souligné l'utilité des commissions techniques régionales et les ont encouragées à poursuivre leurs activités, en collaboration étroite avec d'autres organes régionaux et institutions nationales afin d'éviter les chevauchements d'efforts.

91. La Conférence a été informée du fait que les documents récents sur la réforme de la FAO soulignaient les rôles accrus qui revenaient aux Conférences régionales de la FAO, en tant qu'organes directeurs de l'Organisation, même si le rapport de l'Évaluation externe indépendante (EEI) n'avait pas donné d'orientations spécifiques sur la manière de renforcer ou d'améliorer les commissions techniques régionales dans le cadre du processus de réforme de la FAO.

92. Les délégués ont reconnu que des liens plus étroits pouvaient être établis entre les commissions techniques régionales de la FAO et la Conférence régionale si celle-ci examinait plus en détail les conclusions, recommandations et activités des commissions. La Conférence a accueilli avec satisfaction la suggestion tendant à ce que les travaux des commissions techniques régionales de la FAO deviennent à l'avenir une question de fond inscrite à l'ordre du jour des prochaines sessions de la Conférence régionale.

VIII. SÉCURITÉ SANITAIRE ET COMMERCE DES DENRÉES ALIMENTAIRES DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

93. La Conférence a été informée des questions récentes de sécurité sanitaire des aliments intéressant les échanges commerciaux à l'intérieur et au-delà de la région Asie-Pacifique, y compris les implications pour la santé publique dans la région.⁹

94. La Conférence a reconnu la nécessité de renforcer les systèmes nationaux de contrôle des aliments, d'améliorer la coordination des activités visant à assurer la sécurité sanitaire des denrées alimentaires de la ferme à la table et à sensibiliser les populations à l'importance de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires. Elle a estimé qu'il était essentiel d'adopter une approche englobant l'ensemble de la filière alimentaire pour promouvoir la sécurité sanitaire des aliments et protéger les consommateurs des maladies d'origine alimentaire. Il a été souligné que les systèmes nationaux de contrôle des aliments devaient, par nature, reposer sur une évaluation des risques et exercer une action préventive.

95. La Conférence a noté que les questions de sécurité sanitaire des aliments bénéficiaient d'une attention accrue en Asie et dans le Pacifique du fait de l'expansion du commerce des produits agricoles et de l'introduction des accords de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et sur les obstacles techniques au commerce (OTC).

96. Les délégués ont toutefois reconnu que pour de nombreux pays d'Asie et du Pacifique, les mesures SPS constituaient un obstacle au commerce parce que ces pays avaient des difficultés à se procurer les informations nécessaires et à se conformer à ces mesures. La Conférence a fait valoir que les mesures destinées à assurer la sécurité sanitaire des aliments ne devraient en aucun cas être utilisées comme excuse pour instaurer une protection commerciale.

97. La Conférence a noté que parmi les tendances les plus significatives du système réglementaire affectant les exportateurs de la région Asie-Pacifique, on relève: i) l'adoption de normes plus strictes visant la sécurité sanitaire des aliments; ii) le recours de plus en plus fréquent à l'analyse des risques comme base pour l'établissement de réglementations sur la sécurité sanitaire des aliments; iii) l'acceptation progressive de la biosécurité comme approche stratégique intégrée pour l'analyse et la gestion des risques pour la vie et la santé de l'homme et des animaux et la préservation des végétaux et des risques connexes pour l'environnement; et iv) l'adoption du système d'analyse des risques aux points critiques (HACCP) comme fondement des nouvelles règles et pour compléter l'application de bonnes pratiques en matière d'hygiène et de fabrication.

⁹ APRC/08/INF/7.

98. Les délégués ont reconnu que la collaboration et la coopération régionales, assurées notamment par l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ANASE) et l'Association de coopération régionale de l'Asie du Sud (ASACR), revêtaient un rôle crucial pour faire face aux questions actuelles ou émergentes de sécurité sanitaire des aliments.

99. Les délégués ont reconnu que la prolifération de normes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments émanant des détaillants, de la filière alimentaire, du secteur agroalimentaire et d'autres acteurs posait d'énormes difficultés aux instances publiques chargées de ces questions. Ils ont noté que la mise en place de normes privées avait à la fois des effets positifs et négatifs sur tous les acteurs de la filière d'approvisionnement.

100. La Conférence s'est félicitée des activités de renforcement des capacités menées par la FAO dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments et a accueilli favorablement l'intention de la FAO de renforcer son assistance technique aux pays membres et aux organisations régionales dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, y compris sa collaboration pour le transfert de technologies.

IX. QUESTIONS DIVERSES

101. La Conférence a examiné une proposition présentée par le Groupe Asie, visant à renforcer le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, qui avait été élaborée lors de l'examen de différentes options possibles pour la réforme et la décentralisation de la FAO.

102. La Conférence *a appuyé* à l'unanimité le point de vue selon lequel une structure comprenant un nombre supplémentaire de bureaux sous-régionaux ne servirait pas les intérêts de la région comme elle pourrait le faire dans d'autres régions. Elle est arrivée à la conclusion que la région, compte tenu des intenses connectivités de Bangkok avec le reste de la région, serait mieux desservie par un bureau régional.

103. La Conférence a exprimé sa ferme conviction que le Bureau régional de Bangkok devrait être renforcé en lui allouant des ressources financières et humaines comparables à celles allouées à des régions disposant de bureaux sous-régionaux nouvellement établis. Elle a en outre insisté pour que la prise de décisions et la gestion soient davantage rationalisées moyennant une délégation de pouvoirs au Bureau régional.

104. La Conférence a souligné les défis importants et les besoins spécifiques de la région Asie-Pacifique, qui justifiaient l'appel lancé pour renforcer le Bureau régional, d'autant plus que la majorité des pauvres et des personnes sous-alimentées de la planète vivaient en Asie et dans le Pacifique. La Conférence a souligné que le Bureau régional devait disposer de capacités supplémentaires pour que la FAO soit en mesure de répondre efficacement aux demandes croissantes d'assistance technique et d'appui aux politiques.

105. Les délégués, reconnaissant que les bureaux de la FAO dans les pays représentaient le lien le plus direct entre les pays membres et la FAO, ont également estimé que lorsque la poursuite de la décentralisation, il faudrait s'efforcer d'allouer des ressources complémentaires afin de renforcer les bureaux de pays de la FAO dans la région.

106. Les délégués *ont invité* la FAO à renforcer sa collaboration et ses synergies avec des associations économiques régionales comme l'ANASE, l'ASACR et le Forum des îles du Pacifique et à intensifier les partenariats avec les ONG et les organisations de la société civile.

107. Le représentant du Secrétariat de l'ANASE a annoncé qu'une série de mesures seraient prises pour assurer le suivi de la Déclaration sur la sécurité sanitaire des aliments dans la région de l'ANASE, adoptée lors du Sommet de cette association. Le représentant de l'ANASE a invité la FAO, en tant que chef de file du système des Nations pour les questions de sécurité sanitaire des aliments, à

fournir un appui spécialisé, à coopérer à ces initiatives et à jouer un rôle en tant que co-organisateur d'une réunion sur la sécurité alimentaire à la mi-2009, destinée aux planificateurs et décideurs.

108. La Conférence a été informée d'un projet de note conceptuelle sur le cadre des priorités de la région Asie-Pacifique, qui avait été préparé par le Bureau régional afin de transposer concrètement le Cadre stratégique de la FAO en mesures régionales, après les recommandations de l'EEI et la décision de la Conférence concernant le Plan à moyen terme et le Programme de travail et budget (PTB) 2010-2011. Les délégués se sont félicités de cette initiative et ont fourni des premiers commentaires sur ce projet de note conceptuelle.

109. La Conférence a estimé qu'un tel cadre de priorités régionales était nécessaire pour préciser les besoins régionaux et favoriser une action ciblée de la FAO. La Conférence a encouragé le Secrétariat à étoffer et améliorer le document sur le cadre des priorités dans le cadre d'un processus de consultation ouvert aux pays membres, aux bureaux de pays de la FAO dans la région, aux organisations régionales, aux donateurs et à d'autres partenaires. Les délégués ont formulé diverses suggestions afin d'améliorer le ciblage et d'étendre le champ d'application du cadre des priorités. La Conférence est convenue que le cadre des priorités régionales devrait se limiter à identifier les problèmes fondamentaux de la région et être centré sur les problèmes transfrontières (notamment ravageurs et maladies des plantes et des animaux), les questions d'intérêt commun (adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets) et les questions et défis revêtant une importance particulière pour la région. Le cadre de priorités régionales devrait également comprendre des stratégies de mise en oeuvre, comme des partenariats, des groupes d'experts, des mécanismes financiers et des méthodes de renforcement des capacités. La Conférence est convenue que le document complet sur le cadre de priorités régionales serait présenté à la prochaine session de la Conférence régionale, pour examen et approbation.

X. CONCLUSIONS

POINTS DE L'ORDRE DU JOUR DEVANT ÊTRE EXAMINÉS PAR LA CONFÉRENCE RÉGIONALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE À SA TRENTIÈME SESSION

110. Le Sous-Directeur général et représentant régional s'est référé à la décision de la Conférence de la FAO, telle qu'elle figure dans le Plan d'action immédiate, concernant la future Conférence régionale qui ferait partie des organes directeurs de la FAO. M. He a en outre décrit les procédures d'identification des points de l'ordre du jour pour la prochaine session de la Conférence, notamment celles qui ont trait à la demande de conseils du Groupe Asie-Pacifique, à la consultation du personnel de la FAO des bureaux régionaux et sous-régionaux et du Siège et à l'approbation finale par le Directeur général.

111. De nombreuses suggestions de points pouvant figurer à l'ordre du jour de la trentième session ont été soumises à l'examen de la Conférence, dans des catégories générales en rapport avec l'établissement de priorités pour le travail et les activités de la FAO (y compris l'examen d'un cadre de priorités régionales entièrement formulé), le renforcement des capacités de la FAO d'aider les États Membres de la région et diverses questions techniques, telles que l'adaptation au changement climatique et son atténuation, la préparation à l'éventualité de catastrophes naturelles et l'atténuation de leurs effets, la sécurité alimentaire et les conditions de subsistance des petits agriculteurs, le développement de l'élevage et de la production laitière, l'évaluation critique des biotechnologies, l'amélioration de la productivité agricole grâce à des services et des intrants améliorés, la gestion durable des ressources naturelles et le partage des données et informations. Des suggestions ont par ailleurs été formulées concernant la conduite des conférences régionales, notamment le souhait de disposer de plus de temps pour examiner les points importants de l'ordre du jour et en débattre a été exprimé.

112. À la lumière de l'évolution des modalités et rôles de la Conférence régionale et compte tenu de la rapidité avec laquelle changent les conditions et les circonstances, il a été suggéré que de nouvelles réflexions et consultations aient lieu par le biais de réseaux de communication améliorés entre États Membres, y compris pour identifier des points de contact nationaux pour les États Membres qui ne sont présents à Rome, afin de leur permettre d'interagir avec le Groupe Asie-Pacifique basé à Rome, avant que l'ordre du jour de la trentième session soit achevé.

DATE ET LIEU DE LA TRENTIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

113. Le Gouvernement de la République de Corée a aimablement confirmé à la Conférence son offre d'accueillir la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique à sa trentième session, en 2010, en République de Corée.

ADOPTION DU RAPPORT

114. La Conférence a adopté à l'unanimité le rapport, tel que présenté par le Rapporteur.

CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE

115. S'exprimant au nom du Gouvernement du Royaume de Thaïlande, M. Theera Wongsamut a remercié les participants de leur contribution utile et constructive, qui avait assuré le succès de cette Conférence. Pour clôturer les débats, il a noté que les travaux de cette Conférence avaient permis de mieux comprendre les stratégies, les politiques et les mesures nécessaires pour lutter contre la faim et promouvoir le développement rural durable dans l'ensemble de la région.

116. Les participants ont remercié de tout cœur le Peuple et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande pour leur chaleureuse hospitalité et pour la qualité de l'organisation de cette Conférence.

APPENDICE A**ORDRE DU JOUR****RÉUNION DES HAUTS FONCTIONNAIRES**

26 – 27 mars 2009

I. INTRODUCTION

1. Ouverture de la réunion des hauts fonctionnaires
2. Élection du président et des vice-présidents et nomination du rapporteur
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

II. POINTS À DÉBATTRE

4. Politiques, stratégies et options techniques pour faire face à la pénurie d'eau
5. Compétitivité du secteur et des industries agro-alimentaires dans le contexte de la mondialisation et du libre-échange
6. L'initiative Aide au commerce et le rôle de la FAO

III. POINTS INSCRITS POUR INFORMATION

7. Situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région
8. Recommandations et activités des commissions régionales
9. Sécurité sanitaire et commerce des denrées alimentaires dans la région Asie-Pacifique

IV. QUESTIONS DIVERSES

10. Autres questions

V. CONCLUSIONS

11. Adoption du rapport de la réunion des hauts fonctionnaires
12. Clôture de la réunion des hauts fonctionnaires

SESSION PLÉNIÈRE

30 – 31 mars 2009

I. INTRODUCTION

1. Ouverture de la session
2. Élection du président et des vice-présidents et nomination du rapporteur
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

II. ALLOCUTIONS

4. Allocution du Président général
5. Allocution du Président indépendant du Conseil de la FAO
6. Situations d'urgence à l'échelle mondiale et régionale: maladies animales transfrontières dans la région et facteurs de déclenchement liés à l'environnement
7. Table ronde sur la ruée vers l'or vert: enjeux pour la sécurité alimentaire, l'environnement et le développement rural

III. QUESTIONS À L'EXAMEN

8. Nouvelles questions et priorités relatives à la sécurité alimentaire et au développement agricole dans la région
9. Rapport sur les activités de la FAO dans la région, plus particulièrement en ce qui concerne la réalisation des OMD
10. Rapport de la Réunion des hauts fonctionnaires

IV. QUESTIONS DIVERSES

11. Thèmes proposés à l'examen de la trentième Conférence régionale

V. CONCLUSION

12. Date et lieu de la trentième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique
13. Adoption du rapport (y compris le rapport de la Réunion des hauts fonctionnaires)
14. Clôture de la Conférence

APPENDICE B

LISTE DES PARTICIPANTS ET OBSERVATEURS

RÉUNION MINISTÉRIELLE

Président:	Theera WONGSAMUT (Thaïlande)
Vice-Présidents	Muhammad Abdur RAZZAQUE (Bangladesh) Pema GYAMTSHO (Bhoutan) Joketani COKANASIGA (Fidji) Anton APRIYANTONO (Indonésie) Tetabo NAKARA (Kiribati) Htay OO (Myanmar) Frederick W. PITCHER (Nauru) Jaya Prakash Prasad GUPTA (Népal) Nazar Mohammad GODAL (Pakistan) Tava Tavaga Kitiona SEUALA (Samoa) Maithripala SIRISENA (Sri Lanka) Hon Tavau TEII (Tuvalu) Havo MOLISALE (Vanuatu)
Rapporteur	Muhammad Abdur RAZZAQUE (Bangladesh)
Président indépendant du Conseil de la FAO:	Mohammad Saeid Noori NAEINI

RÉUNION DES HAUTS FONCTIONNAIRES

Président	Sakchai SRIBOONSUE (Thaïlande)
Vice-Présidents	Muhammad Abdur RAZZAQUE (Bangladesh) Niumaia TABUNAKAWAI (Fidji) T. Nanda KUMAR (Inde) Tarsu MURDOCH (Kiribati) Sunimal SENARATNE (Sri Lanka) Havo MOLISALE (Vanuatu) Bui Ba BONG (Viet Nam)
Rapporteur	C.Q.K. Mustaq AHMED (BANGLADESH)
Président indépendant du Conseil de la FAO:	Mohammad Saeid Noori NAEINI

ÉTATS MEMBRES DE LA RÉGION**AFGHANISTAN**

Délégué: **Abdul Ghani GHURIANI**
Director-General
Policy and Planning
Ministry of Agriculture, Irrigation and Livestock

AUSTRALIE

Délégué: **Dominic PYNE**
Counselor (Agriculture)
Embassy of Australia in Thailand

BANGLADESH

Délégué: **Muhammad Abdur RAZZAQUE**
Minister
Ministry of Food and Disaster Management

Suppléants: **Mustafa KAMAL**
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Embassy of Bangladesh to Thailand

C.Q.K. Mustaq AHMED
Secretary
Ministry of Agriculture

Zahirul HAQUE
Joint Secretary
Ministry of Food and Disaster Management

Mosharraf HOSSAIN
Joint Secretary
Ministry of Fisheries and Livestock

Eakub ALI
Economic Minister
Embassy of Bangladesh in Thailand

Toufique HASAN
First Secretary
Embassy of Bangladesh in Thailand

BHOUTAN

Délégué: **Pema GYAMTSHO**
Minister
Ministry of Agriculture

Suppléants: **Chencho NORBU**
Director
Ministry of Agriculture

Karma GALEY
Private Secretary
Ministry of Agriculture

CAMBODGE

Délégué: **San VANTY**
Under Secretary of State
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries

Suppléant: **Neou KOMPEAK**
Chief of Agricultural Asian Unit
Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries

CHINE

Délégué: **Zhang YUXIANG**
Vice Minister
Ministry of Agriculture

Suppléants: **Yao XIANGJUN**
Deputy Director-General, Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture

Luo MING
Director
Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture

Wang JINCHEN
Division Director, Department of Science and Education
Ministry of Agriculture

Song JUNXIA
Deputy Division Director, Bureau of Veterinary
Ministry of Agriculture

Zhao LIJUN
Programme Officer
Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture

Zhang XIJUN
Interpreter
Ministry of Agriculture

ÎLES COOK

Délégué: **Robert WIGMORE**
Minister
Ministry of Agriculture

Suppléant: **Anthony BROWN**
Chief Advisor to Minister

Ministry of Agriculture

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

Délégué: **O Yong SON**
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Embassy of Democratic People's Republic of Korea in Thailand

Suppléants: **Pak CHUN IL**
Coordinator
National Committee for FAO

Rim Song CHOL
Member
National Committee for FAO

Jong Sun WON
Counselor and Permanent Representative to UN
Embassy of Democratic People's Republic of Korea

FIDJI

Délégué: **Joketani COKANASIGA**
Minister
Ministry of Primary Industries

Suppléments: **Richard BEYER**
Permanent Secretary Department of Agriculture
Ministry of Primary Industries

Niumaia TABUNAKAWAI
Permanent Secretary
Ministry of Fisheries and Forests

FRANCE

Délégué: **Maurice SIVETON**
Conseiller régional de coopération
Ambassade de France en Thaïlande

Suppléants: **Antonin COEUR-BIZOT**
Assistant du Conseiller régional de coopération
Ambassade de France en Thaïlande

Caroline Isle de BEAUCHAINE
Attachée commerciale, secteur agroalimentaire
Ambassade de France en Thaïlande

INDE

Délégué: **T. Nanda KUMAR**
Secretary
Department of Agriculture and Cooperation

Suppléants: **R. PARASURAM**
Minister (Agriculture)

Embassy of India, Rome, Italy

S.K. BANDYOPADHYAY

Animal Husbandry Commissioner
Department of Animal Husbandry and Fisheries
Ministry of Agriculture

Sanjay Vikram SINGH

Director (International Cooperation)
Department of Agriculture and Cooperation

Dheeraj BHASKAR

Attache and APR to UNESCAP
Embassy to India, Bangkok

Vijaya Latha REDDY

Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Embassy of India in Thailand

INDONÉSIE

Délégué:

Anton APRIYANTONO

Minister
Department of Agriculture

Suppléants:

Mohammad HATTA

Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Embassy of Indonesia in Thailand

Mohamad OEMAR

Ambassador/ Permanent Representative of FAO
Embassy of Indonesia in Italy

Maryani ATMOSUWARNO

Third Secretary
Economic Affairs
Assistant Permanent Representative of Indonesia to UNESCAP

Achmad SURYANA

Director General
Agency for Food Security
Ministry of Agriculture

Yusni Emilia HARAHAHAP

Advisor to the Minister
Ministry of Agriculture

Lukman BAGA

Special Staff to the Minister for Agricultural Economy
Ministry of Agriculture

Farid Hasan BAKTIR

Director of International Cooperation Bureau
Ministry of Agriculture

Tahlim SUDARYANTO

Director of Centre for Agricultural Policy and
Socio-Economy Analysis
Ministry of Agriculture

Asianto SINAMBELA

Director for Trade, Industry, Investment and
Intellectual Property Rights
Ministry of Foreign Affairs

Turni Rusil SJAMSUDIN

Director of Veterinary Public Health
Department of Agriculture

Suryadi MUNIR ABDUL

Director of International Trade
Ministry of Agriculture

Hilman NUGROHO

Director of Planning Bureau
Ministry of Forestry

Syafril FAUZI

Secretary Directorate General of Fisheries Product Processing
and Marketing (DGFPPA)
Ministry of Marine Affairs and Fisheries

Purnomo CHANDRA

Counsellor
Embassy of Indonesia in Italy

Erizal SODIKIN

Agricultural Attache
Representative to FAO, IFAD, WFP
Embassy of Indonesia in Italy

Krishna DJELANI

Counsellor of Economic Affairs
Embassy of Indonesia in Thailand

Nana YULIANA

First Secretary
Embassy of Indonesia in Thailand

Noorman EFFENDI

Head of Food and Estate Crops Commodities Section
Ministry of Foreign Affairs

MURDIYONO

Head of Budgeting Program Section
Department of Forestry

Kadim MARTANA

Section Head of UNO
Centre of International Cooperation
Ministry of Forestry

Mirah Ratna Dewi SAGUNG

Head of Sub Division
International Cooperation Bureau for Food and Agriculture
Ministry of Agriculture

Bambang SUGIHARTO

Head of Food Access Section
Ministry of Agriculture

Erwin DWIYANA

Head of Sub-Division
Programme Cooperation (DGFPPM)
Ministry of Marine Affairs and Fisheries

Charles SOMARA

Ministry of Foreign Affairs

IRAN, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'**Délégué:****Javad TAVAKOLIAN**

Ambassador and Permanent Representative
Embassy of Iran in Italy

Suppléant:**Mahmoud KANI JOOYABAD**

Counselor
Embassy of Iran in Thailand

JAPON**Délégué:****Taku ETOH**

Vice Minister
Ministry of Agriculture Forestry and Fisheries (MAFF)

Alternates:**Masahiko SUNEYA**

Director
International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries (MAFF)

Hiroshi NAKAMURA

Official of International Cooperation Division
Minister's Secretariat
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries (MAFF)

Shigeto IKEDA

Official of International Cooperation Division
Minister's Secretariat
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries (MAFF)

Manabu MASUO

Deputy Director
Rural Environment Division
Rural Development Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries (MAFF)

Toru GOMI

Deputy Director
Economic Security Division
Economic Affairs Bureau
Ministry of Foreign Affairs

Hitomi SATO

Chief of International Cooperation Division
International Affairs Department
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries (MAFF)

Yuichi OTSUKA

Secretary to the Vice Minister
Ministry of Agriculture Forestry and Fisheries (MAFF)

Masahide HIROKAWA

First Secretary
Embassy of Japan in Thailand

Tatae OIE

Interpreter

KIRIBATI**Délégué:****Tetabo NAKARA**

Minister
Ministry of Agriculture

Suppléants:**Beenna TIANETI**

Deputy Director of Agriculture
Ministry of Environments, Lands and Agricultural Development

Tarsu MURDOCH

Secretary
Ministry of Environment, Lands and Agricultural Development

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO**Délégué:****Ty PHOMMASACK**

Vice Minister
Ministry of Agriculture and Forestry

Suppléants:**Kham SANATEM**

Deputy Director-General

National Agriculture and Forestry Extension Service
Ministry of Agriculture and Forestry

Phouthone SOPHATHILATH
Deputy Director
Planning and Cooperation Division
Ministry of Agriculture and Forestry

MALAISIE

Délégué: **Datuk Rohani ABDUL KARIM**
Deputy Minister
Ministry of Agriculture and Agro-Based Industry

Suppléants: **Mokhtar ISMAIL**
Secretary General
Ministry of Agriculture and Agro-Based Industry

Abd Aziz JAMLUDDIN
Director-General
Department of Veterinary Services

Yeoh GIM BEE
Undersecretary
Ministry of Agriculture and Agro-Based Industry

Ariffin TAWANG
Deputy Director-General of MARDI

Sulaiman Md ZAIN
Deputy Director-General
Department of Agriculture

Zuraini HARUN
Assistant Secretary
Ministry of Agriculture and Agro-Based Industry

Namimah MOHD HASHIM
Ministry of Plantation
Industries and Commodities

Shamsul Akbar SULAIMAN
Agriculture Counselor
Embassy of Malaysia in Bangkok

Boniface Basin NYIROB
Second Secretary, Agriculture Office
Embassy of Malaysia in Bangkok

MONGOLIE

Délégué: **Luvsandoo DASHPUREV**
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Embassy of Mongolia

Suppléant: **Oyu VASHA**
Second Secretary and Deputy Permanent Representative to UNESCAP
Embassy of Mongolia

MYANMAR

Délégué: **Htay OO**
Minister
Ministry of Agriculture and Irrigation (MoAI)

Suppléants: **Aung THEIN**
Ambassador
Embassy of the Union of Myanmar in Thailand

Tin HTUT OO
Director General
Department of Agricultural Planning
Ministry of Agriculture and Irrigation (MoAI)

Tin HTUT
Deputy-Director
Department of Agricultural Planning
Ministry of Agriculture and Irrigation (MoAI)

Ohn WINN
Pro-Rector
University of Forestry
Ministry of Forestry

Ye AUNG
Deputy Director
Ministry of Livestock and Fisheries

Aye Aye MU
Minister Counsellor/DCM
Embassy of the Union of Myanmar

Aung SOE
Embassy of the Union of Myanmar in Thailand

NAURU

Délégué: **Frederick W. PITCHER**
Minister
Ministry of Commerce, Industry and Environment

NÉPAL

Délégué: **Jaya Prakash Prasad GUPTA**

Minister
Ministry for Agriculture and Cooperatives

Suppléant: **Lakshman Kumar POKHAREL**
Chief, Administrative Division
Ministry of Agriculture and Cooperatives

PAKISTAN

Délégué: **Nazar Mohammad GODAL**
Minister
Ministry of Food and Agriculture

Suppléant: **Amjad NAZIR**
Joint Secretary
International Cooperation (IC)
Ministry of Food and Agriculture

Ahmed Amjad ALI
Charge d'Affaires
Embassy of Pakistan in Thailand

Syed Zafar ALI
Comercial Counsellor
Embassy of Pakistan

PHILIPPINES

Délégué: **Segfredo R. SERRANO**
Under Secretary
Department of Agriculture

Suppléant: **Noel DE LUNA**
Agricultural Attache
Deputy Permanent Prerepresentative to FAO
Embassy of the Philippines in Italy

Maria Lourdes SALCEDO
Director
Office of the United Nations and Other International Organizations
Department of Foreign Affairs

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Délégué: **Young-Je HA**
Vice Minister
Ministry of Agriculture

Suppléant: **Keon-Soo SOHN**
Director
General Division of International Cooperation
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries

Choun-Keun PARK
Deputy Director
General Division of International Cooperation

Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries

Ji Wan YOON

Assistant Manager
Department of International Cooperation

Ji-Hye PARK

Interpreter

SAMOA

Délegué: **Taua Tavaga Kitiona SEUALA**

Minister
Ministry of Agriculture

Suppléant: **Kirifi POUONO**
Chief Executive Officer
Ministry of Agriculture and Fisheries

ÎLES SALOMON

Délegué: **Alfred MAESULIA**
Under Secretary
Ministry of Agriculture and Livestock

SRI LANKA

Délegué: **Maithripala SIRISENA**
Minister
Ministry of Agriculture Development and Agrarian Services

Suppléants: **Sunimal SENARATNE**
Secretary
Ministry of Livestock Development

Lalith HATHURUSINGHE
Director (Projects)
Ministry of Agriculture Development and Agrarian Services

W. Kumara DE SILVA
Director (Livestock Development)
Ministry of Livestock Development

J. A. T. P. GUNAWARDENA
Director
Socio-Economics & Planning Centre
Department of Agriculture

C. PATHIRAJA
Chairman
National Livestock Development Board

THAÏLANDE

Délegué: **Theera WONGSAMUT**
Minister
Ministry of Agriculture and Cooperatives (MOAC)

Suppléants:**Jarantada KARNASUTA**

Permanent Secretary
Office of Permanent Secretary (MOAC)

Sakchai SRIBOONSUE

Deputy Permanent Secretary and Secretary-General
National FAO Committee (MOAC)

Apichart JONGSKUL

Secretary-General
Office of Agricultural Economics
Ministry of Agriculture and Cooperatives

Yukol LIMLEAMTHONG

Director-General
Livestock Development Department
Ministry of Agriculture and Cooperatives

Metanee SUKONTARUG

Secretary General
National Bureau of Agricultural Commodity and Food Standards
Ministry of Agriculture and Cooperatives

Somchai CHARNNARONGKUL

Director-General
Department of Agriculture
Ministry of Agriculture and Cooperatives

Apichai CHINGPRAPA

Deputy Director-General
Department of Agricultural Extension
Ministry of Agriculture and Cooperatives

Montol JEAMCHAREON

Deputy Secretary-General
Office of Agricultural Economics
Ministry of Agriculture and Cooperatives

Vira VONGSANGNAK

Deputy Director-General
Royal Irrigation Department
Ministry of Agriculture

Isra SUNTHORNVUT

Deputy Secretary General
to the Prime Minister for Political Affairs

Tritaporn KHOMAPAT

Minister (Agriculture)
and Permanent Representative of Thailand to FAO
Royal Thai Embassy, Rome

Ampan PINTUKANOK

Director
International Cooperation for Natural Resources and Environment Bureau
Ministry of Natural Resources and Environment

Ronacha JUANGPHANICH
Senior Veterinary Officer
Livestock Development Department
Ministry of Agriculture and Cooperatives

Somkiat PRAJAMWONG
Professional Engineer for Planning
Royal Irrigation Department
Ministry of Agriculture and Cooperatives

Doungatai DANVIVATHANA
Director
Bureau of Foreign Agricultural Affairs
Ministry of Agriculture and Cooperatives

Sunisa BOONYAPATIPAK
Chief, Foreign Relations Sub-Division
Department of Agricultural Extension
Ministry of Agriculture and Cooperatives

Kraisid TONTISIRIN
Senior Advisor
Institute of Nutrition
Mahidol University

Thammarat WANGLEE
Advisor to the Minister of Agriculture and Cooperatives

TONGA

Délégué: **Lisiate'Aloveita'AKOLO**
Acting Minister
Ministry of Agriculture, Food, Forests and Fisheries
and Minister of Labor, Commerce and Industries

Suppléant: **Vailala Scone MATOTO**
Deputy Director
Ministry of Agriculture & Food, Forestry and Fisheries

TUVALU

Délégué: **Hon Tavau TEII**
Deputy Prime Minister
and Minister of Natural Resources & Environment

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Délégué: **Gary MEYER**
Agricultural Counselor
Embassy of the United States of America in Thailand

Suppléant: **Corey PICKELSIMER**

Agricultural Attache
Embassy of the United States of America in Thailand

VANUATU

Délégué: **Havo MOLISALE**
Minister
Ministry of Agriculture, Quarantine, Livestock, Forestry and Fisheries

Suppléants: **Pikioune ANTOINE**
First Political Advisor
Ministry of Agriculture, Quarantine, Livestock, Forestry and Fisheries

Jeffery WILFRED
Director-General
Ministry of Agriculture, Quarantine, Forestry and Fisheries

VIET NAM

Délégué: **Bui Ba BONG**
Vice Minister
Ministry of Agriculture and Rural Development (MARD)

Suppléants: **Trang Hieu DUNG**
Director of Department of Planning – Project-Director
Ministry of Agriculture and Rural Development (MARD)

Nguyen THI TUYET HOA
Deputy Director-General
International Cooperation Department
Ministry of Agriculture and Rural Development (MARD)

Bui Chi KIEN
Program Officer
International Co-operation Department
Ministry of Agriculture and Rural Development (MARD)

Bui Quang MINH
Senior Officer
International Organizations Department
Ministry of Foreign Affairs

OBSERVATEURS D'ÉTATS NON-MEMBRES DES NATIONS UNIES**SAINT-SIÈGE**

Délégué: **Monsignor Renato VOLANTE**
Permanent Observer of the Holy See to FAO
Vatican City

**REPRÉSENTANTS DES NATIONS UNIES ET
INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES****AIEA**

Qu LIANG
Director
Joint FAO/IAEA Division
Department of Nuclear Sciences and Applications
International Atomic Energy Agency in Austria

UIT

EUN-JU-KIM
Head
Regional Office
Telecommunication Development Bureau

PNUE

Dechen TSERING
Deputy Regional Director
Regional Office for Asia and the Pacific
United Nations Environment Programme in Thailand

CESAP

Sarah LOWDER
Associate Economic Affairs Officer
Social Protection and Social Justice Section
Social Development Division
Economic and Social Commission for Asia and the Pacific in Thailand

PNUD

Nicholas ROSELLINI
Deputy Assistant Administrator and Deputy Regional Director
Regional Bureau for Asia and the Pacific (RBAP)
United Nations Development Programme in Thailand

OMS

Maureen E. BIRMINGHAM
WHO Representative to Thailand & Team Leader
Department of Communicable Diseases Surveillance and Response (CSR)
WHO SEARO, Sub-Unit-Bangkok

PAM

Michael SHEINKMAN
Senior Regional Programme Advisor

OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

i) Organisations intergouvernementales ayant des relations officielles avec la FAO

Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)

Suriyan VICHITLEKARN
Senior Officer
Bureau for Economic Integration and Finance
ASEAN Secretariat

Banque asiatique de développement (BAsD)

Katsuji MATSUNAMI
Advisor and Practice Leader
Agriculture, Food Security and Rural Development
Asian Development Bank

Banque islamique de développement (BID)

Mohamoud A. GULAID
Senior Agricultural Economist
Poverty Reductions Division – 1
Country Operations Department – 1
Islamic Development Bank in Saudi Arabia

Organisation mondiale de la santé animale (OIE)

Teruhide FUJITA
Regional Representative for Asia and the Pacific in Japan

ii) Organisations intergouvernementales n'ayant pas de relations officielles avec la FAO

Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique

Durga Prasad PAUDYAL
Director-General

**OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES
INTERNATIONALES**

**i) Organisations non gouvernementales internationales dotées du statut consultatif
auprès de la FAO**

Union mondiale des femmes rurales (UMFR)

Chaiskran HIRANPRUK
ACWW Representative to UNESCAP

ii) **Organisations non gouvernementales internationales dotées du statut consultatif spécial auprès de la FAO**

Fédération internationale pour l'économie familiale (FIEF)

Chittinun TEJAGUPTA

Associate Professor, School of Human Ecology
and Director of Thai Family Research and Development Center
Sukhothai Thammathirat Open University in Thailand

Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

Anshuman SAIKA

Deputy Regional Programme Coordinator
IUCN Asia

John Grynderup Poulsen

Programme Coordinator
IUCN Indonesia

iii) **Organisations non gouvernementales internationales dotées du statut de liaison auprès de la FAO**

Asian Farmers Association for Sustainable Rural Development (AFA)

Estrella PENUNIA

Secretary-General

Vicente FABE

AFA & National Council Member (Pakisama)
National Confederation of Peasant Movements in the Philippines

Raul BANZUELA

National Coordinator (Pakisama)
National Confederation of Peasant Movements in the Philippines

Sudaporn SITTISATHAPORNKUL

Chairperson
AFA Secretariat

Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique

Vitoon Panyakul

Green Net Group

Réseau d'action contre les pesticides – Asie et Pacifique

Vijay Singh NEGI

Coordinator
PAN-AP, Malaysia

Chun Hong TEH

Programme Officer
PAN-AP, Malaysia

Cynthia DEDURO

PAN-AP, Malaysia

Perumal Pitchai SIVAPRAGASAM
Human Development Organization (HDO)
PAN-AP, Sri Lanka

Rotary International

Som INDRA-PAYOONG
Rotary Representative

Société mondiale pour la protection des animaux

Ian DACRE
Disaster Management Operations Director
World Society for the Protection of Animal in Asia

Saneekan ROSAMONTRI
Regional Programmes Manager
World Society for the Protection of Animal in Asia

iv) **Organisations non gouvernementales internationales n'ayant pas de relations officielles avec la FAO**

ACTION AID

Aftab Alam KHAN
International Coordinator
Stop Corporate Abuse & Trade Justice Campaigns, Pakistan

Francisco SARMENTO
Head of Food Security in Brazil

Sriyani PERERA
Asia Regional Women's Rights Coordinator
ActionAid Asia Regional Office in Sri Lanka

Dinah FUENTESFINA
International Campaigner
ActionAid Asia Regional Office in Thailand

Ramesh KHADKA
Asia Operations Manager
Action Aid Asia Regional Office in Thailand

Rashed Al Mahmud TITUMIR
Asia Regional Policy Coordinator
ActionAid Asia Regional Office in Thailand

Partenariat asiatique pour le développement des ressources humaines dans les zones rurales (ASIADHRRRA)

Ma. Elena REBAGAY
Senior Program Office

Vitan SHALIMAR

East Asia Campaign Officer
OXFAM Great Britain

Hazel TANCHULING
Alternate Representative
East Asia Working Group (EARWG)

Aurora A. REGALADO
Managing Trustee
MODE/Philippine NGO Coalition for Food Sovereignty
and Fair Trade (PNLC Philippines)

Anni MITIN
Acting Secretary General,
Southeast Asian Council for Food Security and Fair Trade (SEACON)

Elpidio PERIA

Bunjong SIRI
Translator

Association des offices de commercialisation des produits alimentaires de l'Asie et du Pacifique

Juejan TANGTERMTHONG
Executive Director

Association des institutions de recherche agricole de l'Asie et du Pacifique (APAARI)

Pijush Kanti SAHA
Liaison Officer

Association semencière de l'Asie et du Pacifique (APSA)

Zenaida N. GANGA
Technical Director

Beth ERLANO
Program & Publication Coordinator

South Asian Network for Food, Ecology and Culture (SANFEC)

Farhad MAZHAR
Managing Director, UBINIG
and Director of SANFEC in Bangladesh

Réseau d'information Tiers-Monde

Elenita C. DANO
Associate
Third Network in the Philippines

Centre de développement des pêches de l'Asie du Sud-Est

Somboon SIRIRAKSOPHON
Policy and Program Coordinator

OBSERVATEURS D'AUTRES ORGANISATIONS*Union internationale des sciences de la nutrition (UISN)***Hee Young PAIK**

Professor

Department of Food and Nutrition, Seoul University

Republic of Korea

*Korean FAO Association***Dong Ick NAM**

Secretary-General

Korean FAO Association

Republic of Korea

*Divers***Sang Mu LEE**

Chairman

Special Commission on Agriculture, Fisheries and Rural Policies

Republic of Korea

Tae-Am LEE

Director-General

Department of Agricultural and Fisheries

Province of Gyeongsangbuk-Do

Republic of Korea

Jong Su KIM

Director

Division of Agriculture Development for FTA

Agriculture and Fisheries Bureau

Province of Gyeongsangbuk-Do

Ha Yoon LEE

Division of Agriculture Development for FTA

Agriculture and Fisheries Bureau

Province of Gyeongsangbuk-Do

Republic of Korea

*Commission du Mékong***Katsuhiko YAMAUCHI**

Technical Advisor, Irrigation Agriculture,

Irrigation and Forestry Programme

*Allied Agro Industries***Murshed SALAM**

Chairman

PVT Sector Agribusiness

Bangladesh

Tulaya PORNPIRIYAKULAMI
Director
PBT Sector Agribusiness
Thailand

SECRETARIAT DE LA CONFÉRENCE

1. **D. KINLAY**
Secrétaire de la Conférence
2. **H. KONUMA**
Fonctionnaire des affaires de la Conférence / Section Affaires FAO/Thaïlande
3. **A. QUERESHI**
Co-chargé des affaires de la Conférence / Administrateur principal
4. **Patrick DURST**
Chargé des rapports
5. **Diderik DE VLEESCHAUWER**
Chargé d'information
6. **Kevin MCKEEN**
Spécialiste des technologies d'information
7. **Tarina AYAZI**
Chargé des réunions et des publications
8. **Cristina SRIRATANA**
Chargé de l'enregistrement
9. **Maria Theresa RATTANA-AREEYAGON**
Chargé des documents

PERSONNEL DE LA FAO

1. **Jacques DIOUF**
Directeur général
2. **He CHANGCHUI**
Sous-Directeur général et
Représentant régional pour l'Asie et le Pacifique
3. **Vili FUAVAO**
Représentant sous-régional pour les Îles du Pacifique et Représentant de la FAO
4. **Michael RIGGS**
Spécialiste de la gestion de l'information (RAP)
5. **Thierry FACON**
Fonctionnaire principal (gestion des eaux) (chef du Groupe technique du Département / Groupe du développement durable, RAP)
6. **David HITCHCOCK**
Fonctionnaire principal chargé de la filière agroalimentaire et des infrastructures (Groupe de l'agriculture)
7. **Carolyn BENIGNO**
Spécialiste de la santé animale/Économiste (Groupe de l'agriculture)
8. **Simon FUNGE-SMITH**
Fonctionnaire principal des pêches (chef du Groupe technique du Département / Groupe des pêches)
9. **Jay CASTANO**
Statisticien principal (chef du Groupe technique du Département / Groupe de l'agriculture)
10. **Rosa ROLLE**
Fonctionnaire principal (agro-industrie et opérations après récolte) (chef du Groupe technique du Département / Groupe de l'agriculture)
11. **Purushottam MUDBHARY**
Chef de la Sous-Division de l'assistance aux politiques
12. **Francis MANGILA**
Chargé des politiques du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique (Sous-Division de l'assistance aux politiques)
13. **Peter Sousa HOEJSKOV**
Chargé de la qualité et de l'innocuité des produits alimentaires (Groupe de l'agriculture)
14. **Ramesh SHARMA**
Économiste principal (Division du commerce et des marchés)
15. **Thomas PRICE**
Fonctionnaire principal chargé de programme (Planification stratégique)
16. **Donato ANTIPORTA**
Consultant
17. **Gustavo BEST**
Consultant
18. **Biplab NANDI**
Consultant

APPENDICE C**LISTE DES DOCUMENTS**

APRC/08/1	Ordre du jour provisoire annoté
APRC/08/2	Politiques, stratégies et options techniques pour faire face à la pénurie d'eau
APRC/08/3	Pour un secteur agroalimentaire et agro-industriel compétitif dans le contexte de la mondialisation et de la libéralisation des échanges
APRC/08/4	Le programme d'« Aide pour le commerce et le rôle de la FAO »
APRC/08/5	Rapport sur les activités de la FAO dans la région Asie-Pacifique (2006-07) centrées sur la réalisation de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et sur la suite donnée aux recommandations de la vingt-huitième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique
APRC/08/6	Situations d'urgence mondiales et régionales: maladies animales transfrontières dans la région et examen des facteurs écologiques qui influent sur leur présence
APRC/08/7	Table ronde sur la ruée vers les bioénergies: perspectives favorables et risques pour la sécurité alimentaire, l'environnement et le développement rural

SÉRIE INF

APRC/08/INF/1	Calendrier provisoire
APRC/08/INF/2	Liste provisoire des documents
APRC/08/INF/3	Note d'information
APRC/08/INF/4	Allocution du Directeur général
APRC/08/INF/5	Situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région
APRC/08/INF/6	Recommandations et activités des commissions régionales
APRC/08/INF/7	La sécurité sanitaire des aliments et les échanges dans la région Asie-Pacifique
APRC/08/INF/8	Questions découlant de la trente-quatrième session de la Conférence de la FAO (novembre 2007)

SÉRIE OD

APRC/08/OD/1	Programme des séances
APRC/08/OD/2	Programme des séances
APRC/08/OD/3	Programme des séances
APRC/08/OD/4	Programme des séances
APRC/08/OD/5	Programme des séances

APPENDICE D

ALLOCUTION D'OUVERTURE

M. ABHISIT VEJJAJIVA
PREMIER MINISTRE DU ROYAUME DE THAÏLANDE

À L'OCCASION DE L'OUVERTURE DE LA
VINGT-NEUVIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE
PACIFIQUE

BANGKOK, 30 MARS 2009

*Mesdames et Messieurs les Ministres des États Membres de la FAO,
Monsieur Diouf, Directeur général de la FAO,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs,*

Au nom du Gouvernement du Royaume de Thaïlande, j'ai l'honneur de vous souhaiter la bienvenue à Bangkok, à l'occasion de la vingt-neuvième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique de la FAO.

La Thaïlande est très honorée d'accueillir cette importante Conférence. C'est là l'occasion de réaffirmer notre attachement à l'égard de la mission de la FAO et des efforts qu'elle déploie pour éliminer la faim, et de nous engager solennellement à œuvrer aux côtés des Nations Unies pour que chaque être humain ait accès à tout moment à la nourriture.

Comme chacun sait, nous vivons actuellement une période de crises. L'année dernière, nous cherchions des solutions pour faire face à la crise alimentaire et à la crise des carburants. Cette année, ces deux fléaux sont rattrapés par la crise financière mondiale, qui a des répercussions négatives aussi bien dans les pays développés que dans ceux en développement.

Nos efforts pour venir à bout de la faim se sont heurtés à bien des difficultés. Il y a quelques années, alors que nous pensions avoir accompli des progrès considérables dans la lutte contre la faim et la pauvreté en Asie et dans le Pacifique, nous avons été confrontés, dans le même temps, à une dure réalité: notre région abritait 60 pour cent des personnes sous-alimentées de la planète. Si cette tendance se poursuit, il nous sera plus difficile encore d'atteindre les objectifs définis lors du Sommet mondial de l'alimentation et les objectifs du Millénaire pour le développement. Pour y parvenir dans les délais prescrits, des mesures plus concertées s'imposent, sur tous les fronts. Nous devrions donc profiter de cette conférence régionale pour mieux cerner les besoins prioritaires de notre région et inviter la FAO à recentrer ses interventions en conséquence, afin de nous aider à relever ces défis et à nous remettre sur la bonne voie pour réaliser nos objectifs.

Mesdames et Messieurs,

Je remarque que, outre la situation actuelle de l'alimentation et de l'agriculture dans notre région, de nombreux sujets connexes ont été abordés lors de la Réunion des hauts fonctionnaires de la Conférence régionale. Il s'est agi, en particulier, des politiques, des stratégies et des moyens pour faire face à la pénurie d'eau, des industries agro-alimentaires dans le contexte de la mondialisation et du libre-échange, et des initiatives d'aide au commerce. Toutes ces questions intéressent non seulement la Thaïlande, mais aussi l'ensemble de la région. Il est également intéressant de noter, à cet égard, que la réunion ministérielle se penchera sur nos préoccupations communes en ce qui concerne les maladies animales transfrontalières, la nécessité immédiate de concilier sécurité alimentaire et sécurité

énergétique et, bien entendu, la crise financière mondiale et ses répercussions sur la sécurité alimentaire.

Dans la région Asie-Pacifique, le secteur agricole reste le principal pilier de certaines économies et joue un rôle essentiel en garantissant les moyens d'existence de la population. Avec une croissance démographique constante dans la région, l'augmentation de la demande de denrées alimentaires et de produits agricoles est inévitable, et risque de compromettre la capacité du secteur agricole d'y répondre.

Mais il est un sujet plus préoccupant encore: la crise financière qui frappe actuellement tous les pays, et ses impacts sur la sécurité alimentaire. Permettez-moi de citer, à titre d'exemple, la Thaïlande, qui est l'un des principaux exportateurs nets de produits agricoles. Le ralentissement économique mondial compromet ses performances économiques en général, et plus particulièrement sa capacité d'exporter des produits agricoles vers ses partenaires commerciaux. Il apparaît en outre que les pays en développement dépourvus d'un dispositif de protection sociale complet ou de programmes de protection sociale adéquats sont plus durement frappés. S'efforçant de prendre toutes les mesures susceptibles d'assurer la croissance de notre économie nationale en 2009, le gouvernement a donc mis en place des dispositifs de relance économique afin d'atténuer les répercussions sur le secteur des exportations, y compris les petits producteurs agricoles et les personnes ayant perdu leur emploi du fait de la crise.

Autre obstacle majeur, la région Asie-Pacifique est sujette à toute une série de catastrophes naturelles telles que les sécheresses, les inondations, les cyclones et les tremblements de terre, ainsi qu'à la grippe aviaire. Bien entendu, les catastrophes que nous risquons de subir sont dues à des causes naturelles, humaines ou encore économiques. Cependant, ces prochaines années, la fréquence et la gravité accrues des catastrophes liées au climat devraient devenir notre première source de préoccupation.

À cet égard, notre degré de préparation constituera un facteur déterminant, au même titre que les mesures d'atténuation et de prévention. La communauté internationale et les gouvernements doivent unir leurs efforts, en particulier pour la mise en place de systèmes d'alerte rapide et de surveillance dotés de capacités renforcées, et pour favoriser l'échange des données scientifiques les plus récentes.

Parallèlement, il est d'autres défis connexes auxquels nous devons faire face. La dégradation de l'environnement fait partie des graves menaces pesant sur la sécurité alimentaire. Le doublement, tous les 12 ans, de la demande d'énergie de l'Asie-Pacifique a de lourdes conséquences sur la qualité de l'air et le réchauffement de la planète. Nous avons aussi constaté, dans toute la région, les dégâts que provoque l'utilisation excessive d'engrais, de pesticides et de systèmes d'irrigation.

Autre question importante: le lien entre sécurité énergétique et sécurité alimentaire. Bien que la Thaïlande ne soit pas un producteur majeur de cultures énergétiques, nous pensons disposer d'un certain potentiel de production bioénergétique. Nous avons donc adopté une politique de zonage agricole encourageant la production de bioénergie sans compromettre la production vivrière.

Ainsi que je me suis efforcé de le souligner, la Thaïlande est pleinement consciente de ces défis. Malheureusement, comme pour d'autres pays en développement, les efforts que nous déployons pour assurer la sécurité alimentaire se heurtent à d'autres obstacles liés aux politiques commerciales protectionnistes, qui limitent notre capacité d'exporter nos produits agricoles.

À ce propos, je tiens à féliciter la FAO d'encourager la participation active des pays au processus de négociations multilatérales en cours sur la réforme de la réglementation des échanges de produits agricoles. Lors du récent Forum économique mondial à Davos, j'ai déjà fait part de mon point de vue sur la sécurité alimentaire qui, comme je l'ai souligné, pourrait être assurée grâce à la réduction, voire la suppression totale des distorsions commerciales. J'espère à ce titre que le Programme de Doha pour le développement se conclura dans les meilleurs délais, de façon à ce que

les pays en développement puissent tirer parti du commerce pour accélérer leur développement orienté sur la sécurité alimentaire.

Mesdames et Messieurs,

Voilà plus de soixante ans que la FAO est un partenaire fidèle des pays de notre région dans la lutte contre la pauvreté et la promotion de la sécurité alimentaire grâce à l'accroissement de la productivité agricole et au développement rural. Aujourd'hui, nous avons toujours besoin de la FAO pour favoriser une coopération approfondie et plus fructueuse entre les diverses nations. Tout en s'engageant à soutenir la coopération bilatérale, trilatérale et multilatérale en matière de développement agricole, la Thaïlande se tourne vers la FAO pour qu'elle l'aide à faire face à ses engagements dans le cadre de la Déclaration du Sommet mondial de l'alimentation et des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Nous apprécions énormément le soutien et l'assistance technique continus que nous apporte l'Organisation. Parallèlement, la réforme de la FAO suscite un grand intérêt pour tous les États Membres. La Thaïlande suit de près la mise en œuvre du programme de réforme. S'agissant de la décentralisation, il est essentiel d'être à l'écoute des vœux de chaque pays membre dans chacune des régions, et d'en tenir compte. Gardant à l'esprit la masse critique de l'Organisation, son actuelle situation financière et la crise financière mondiale, je tiens à réaffirmer qu'il n'est pas souhaitable d'établir de nouveaux bureaux sous-régionaux dans la région. En revanche, il faut impérativement renforcer les capacités du Bureau régional, du point de vue des savoir-faire, des ressources qui lui sont allouées et des pouvoirs qui lui sont délégués.

Nous soutenons énergiquement les plans d'action de la réforme de la FAO et continuons de participer à son processus de renouveau. Nous espérons fermement que l'Organisation n'en sera que plus à même de nous aider à atteindre nos objectifs du Millénaire pour le développement, plus particulièrement à l'heure où nous devons faire face aux difficultés que j'ai décrites plus haut.

Mesdames et Messieurs,

Je suis convaincu que ces défis et obstacles ne suffiront pas à ébranler notre confiance dans l'avenir. Nous nous sommes déjà relevés d'épreuves difficiles et, pour reprendre l'exemple de la Thaïlande, nous pouvons en outre dresser un bilan très positif de nos actions de lutte contre la faim et la pauvreté.

J'ai la conviction que les défis et les difficultés auxquels nous sommes confrontés ne nous rendront que plus forts et plus résistants. Nous n'en serons que mieux parés pour affronter ces problèmes s'ils devaient resurgir. Mieux encore, nous devons empêcher la crise de se déclarer et de compromettre la réalisation de nos objectifs de développement. Il est impératif de profiter de cette Conférence régionale de la FAO pour débattre et mettre au point notre réponse aux crises planétaires, ainsi que nos stratégies de prévention pour l'avenir.

C'est sur cet appel que j'ai le plaisir de déclarer officiellement ouverte la Réunion ministérielle de la vingt-neuvième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique. Je vous souhaite tout le succès possible dans vos délibérations.

Merci.

APPENDICE E**ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL**

*Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Président indépendant du Conseil,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs,*

C'est pour moi un grand honneur et un plaisir de vous souhaiter la bienvenue dans cette belle ville de Bangkok, capitale du Royaume historique de Thaïlande, à l'occasion de la vingt-neuvième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique.

Je voudrais exprimer ma gratitude à Son Excellence le Premier Ministre Abhisit Vejjavjiva, dont la présence parmi nous aujourd'hui témoigne de la haute priorité que le Gouvernement royal de Thaïlande attache au développement agricole et à la sécurité alimentaire. Je voudrais le remercier, ainsi que le Gouvernement et le peuple thaïlandais, pour avoir bien voulu accepter de recevoir cette Conférence. Au nom de toutes les délégations et du personnel de la FAO, je voudrais leur dire à quel point nous avons été sensibles à leur accueil chaleureux et leur généreuse hospitalité.

État de l'insécurité alimentaire dans le monde et dans la région Asie-Pacifique

Cette Conférence régionale se tient à un moment où le monde est confronté à une grave crise économique et financière qui s'ajoute à la crise de l'insécurité alimentaire mondiale. La situation alimentaire actuellement précaire démontre que la relance de la production agricole dans le monde en développement est la seule solution viable pour lutter contre la faim.

Les trois dernières années ont été marquées par une flambée des cours des produits alimentaires. L'indice FAO des prix des denrées alimentaires a d'abord augmenté de 7 pour cent entre 2005 et 2006, puis de 26 pour cent l'année suivante, et enfin de 40 pour cent pendant la première moitié de 2008. Depuis juillet 2008, les bonnes perspectives mondiales de production, mais aussi la crise financière et la détérioration des conditions économiques ont entraîné un tassement des prix des principales céréales. En janvier 2009, l'indice a enregistré une baisse de 25 pour cent par rapport à janvier de l'année dernière et de 32 pour cent par rapport au maximum atteint en juin 2008. Pourtant, il restait toujours en hausse de 19 pour cent par rapport à la moyenne annuelle de 2006 et de 27 pour cent par rapport à 2005, quand les prix étaient encore stables. Entre 2006 et 2008, les prix des engrais ont augmenté de 170 pour cent, les semences de 70 pour cent, les aliments du bétail de 72 pour cent, et sont devenus inaccessibles aux petits producteurs agricoles.

En 2007, principalement à cause de la flambée des prix des denrées alimentaires, le nombre des affamés dans le monde a augmenté de 75 millions, tandis qu'en 2008 ce chiffre s'est encore accru, selon nos estimations, de 40 millions supplémentaires. Au total, le monde compterait donc aujourd'hui 963 millions de personnes mal nourries. Cela signifie que presque un milliard d'êtres humains, soit 15 pour cent de la population mondiale, souffre de la faim et de la malnutrition.

Dans les pays en développement d'Asie et du Pacifique, entre 1990-92 et 2003-05, le nombre de personnes mal nourries a diminué de 40 millions, soit une réduction de 7 pour cent. Mais en 2007, la crise alimentaire a eu pour effet de renverser ce progrès en augmentant de 41 millions le nombre de personnes souffrant de la faim chronique dans ces pays.

Évolution de la production agricole

- ***Céréales***

D'après les chiffres les plus récents de la FAO, la production de céréales en Asie en 2008-2009 est estimée à 959 millions de tonnes, en hausse de 5 millions de tonnes par rapport à l'année précédente, contre des besoins évalués à 1 029 millions de tonnes. Les importations céréalières en Asie sont évaluées à 132 millions de tonnes en 2008-2009, soit une augmentation de 11 pour cent par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, les exportations, estimées à 40 millions de tonnes, devraient enregistrer une baisse de 13 pour cent. Cela devrait entraîner un déficit commercial céréalier de 92 millions de tonnes cette année, contre un déficit de 73 millions de tonnes en 2007-2008.

- ***Élevage***

La production totale de produits carnés en Asie a été de 116 millions de tonnes en 2007, pratiquement sans changement par rapport à l'année précédente, tandis que la production laitière a augmenté de 5 pour cent par rapport à 2006, pour atteindre 262 millions de tonnes en 2007. Bien que les produits d'élevage ne représentent pas encore une part significative de l'alimentation dans les pays en développement de la région, leur consommation croît fortement, à un rythme supérieur à 5 pour cent par an, l'un des plus élevés dans le monde.

- ***Pêche et aquaculture***

La région Asie-Pacifique reste le premier producteur mondial de poisson, avec 92 millions de tonnes en 2007, soit 66 pour cent du total mondial. La production aquacole a augmenté d'un taux annuel de 6,3 pour cent entre 1997 et 2007. Elle représente 89 pour cent de la production mondiale. En revanche, la pêche de capture n'a progressé que de 0,9 pour cent par an pendant la même période. La pêche et l'aquaculture demeurent une importante source d'aliments et de protéines ainsi que de revenus grâce au commerce et au développement des produits à valeur ajoutée. La demande des produits de la pêche continue de croître, d'où l'importance d'une gestion efficace et d'une exploitation durable des ressources de ce secteur dans la région.

- ***Le secteur Forestier***

Les forêts de la région Asie-Pacifique revêtent une importance croissante, en particulier dans le contexte des nouveaux défis planétaires que constituent l'atténuation du changement climatique, la demande de bioénergies, la problématique de l'eau et la fréquence des catastrophes naturelles. Les superficies boisées dans la région ont augmenté de quelque 633 000 ha par an durant la période 2000-2005, contrairement à la décennie précédente, au cours de laquelle le couvert forestier a enregistré un net recul. Il convient cependant de noter que cette augmentation est le résultat d'activités réalisées dans un petit nombre de pays. Dans la majorité des pays de la région, la disparition des forêts se poursuit à un rythme alarmant.

Questions et défis mondiaux et régionaux

La flambée et la volatilité des prix des denrées alimentaires ainsi que les incertitudes des marchés agricoles sont aujourd'hui des préoccupations majeures car elles menacent non seulement la sécurité alimentaire mais aussi la stabilité sociale et politique. Pour relever ces défis, les gouvernements, les bailleurs de fonds, les institutions financières et les organisations mondiales et régionales doivent sans tarder prendre des mesures courageuses pour exploiter le potentiel de production agricole et relancer rapidement la production dans les pays les plus touchés, afin d'augmenter les disponibilités alimentaires et de faciliter l'accès des groupes de population démunies et vulnérables à l'alimentation.

Dans le cadre de son « Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires », la FAO a mobilisé sur ses ressources propres et ses fonds fiduciaires 151 millions de dollars E.U. pour permettre aux petits agriculteurs d'avoir accès aux intrants. Elle a aussi fourni une expertise et un appui techniques aux 98 pays, dont 11 en Asie et 7 dans le Pacifique Sud, ayant demandé une assistance pour l'élaboration de politiques appropriées de sécurité alimentaire.

Dans le cadre de cette initiative, la FAO a également participé avec l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies à des missions d'évaluation dans 58 pays. La Commission européenne a aussi approuvé une « Facilité alimentaire pour les pays en développement », d'un montant de 1 milliard d'euros.

La crise financière pourrait aussi avoir un impact profond sur plusieurs pays en développement. Le resserrement du crédit pourrait limiter l'accès aux financements dont ces pays ont besoin pour, d'une part, acheter sur le marché les volumes nécessaires pour couvrir leurs besoins alimentaires et, d'autre part, investir dans les moyens de production et les infrastructures rurales.

Dans cette période de crise, il importe d'apporter des réponses à des questions de fond complexes, notamment la gouvernance, le renforcement des institutions nationales, le soutien aux agriculteurs, l'aide publique au développement, l'accroissement de la part de l'agriculture dans les budgets nationaux, les incitations pour les investissements privés et les partenariats avec les nationaux.

L'allongement des chaînes d'approvisionnement alimentaire qui accompagne le développement de l'agriculture dans la région nécessite un renforcement des capacités et un contrôle de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments. Cette tendance ne peut que se renforcer à l'avenir, avec l'élévation des niveaux de vie et d'éducation des consommateurs. Cela demandera des investissements accrus dans la production et les différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement.

La région doit en outre relever le défi du changement climatique, notamment les augmentations de température, une plus grande variabilité des précipitations et une plus grande fréquence d'événements extrêmes – inondations et sécheresses. La réduction des disponibilités en eau et la progression des maladies animales et végétales vont affecter en premier lieu les pays pauvres et les petits états insulaires qui ont des capacités réduites de réaction pour s'adapter et lutter contre ses effets négatifs. De bonnes pratiques agricoles, telles que l'agriculture de conservation, contribueraient largement à l'adaptation et à la prévention du changement climatique.

Ordre du jour de la Conférence régionale

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Conformément à vos recommandations, cette conférence régionale vous offrira l'opportunité de participer au débat sur les biocarburants et les enjeux pour la sécurité alimentaire de la région, le développement rural et l'environnement. Vous serez informés des activités de l'Organisation dans la région et vous aurez l'occasion d'examiner les situations d'urgence qui affectent des millions de personnes à l'échelle mondiale et régionale.

La Conférence examinera également les nouvelles questions et priorités relatives à la sécurité alimentaire et au développement agricole dans la région.

Nous sommes honorés de la présence à cette session de Monsieur Noori-Naeini, Président indépendant du Conseil, qui vous donnera un aperçu sur l'état d'avancement de la réforme de la FAO et plus particulièrement du Plan d'action immédiat qui a été approuvé par la session extraordinaire de la Conférence de la FAO en novembre dernier.

Trente-cinquième session (extraordinaire) de la Conférence de la FAO

À sa session extraordinaire, la Conférence a également décidé de charger le Directeur général d'établir un Groupe d'experts de haut niveau. A cet effet, j'ai adressé une lettre à tous les États Membres pour leur soumettre un document préliminaire concernant le mandat de ce Groupe d'experts et leur demander de commencer à identifier des personnalités susceptibles de faire partie de ce réseau qui sera composé de plusieurs centaines de membres, parmi lesquels des experts du secteur public, des centres de recherche et de la société civile.

La Conférence de la FAO a aussi demandé que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) – ouvert à tous les États Membres de la FAO et des Nations Unies, ainsi qu'à des représentants d'autres organisations internationales, d'ONG, du secteur privé et de la société civile, et chargé de surveiller la situation de la sécurité alimentaire dans le monde – puisse jouer pleinement son rôle dans le nouveau système de gouvernance mondiale. Les travaux sur ce point sont bien engagés en étroite collaboration avec le Bureau du CSA et en coopération avec les différents acteurs concernés.

J'ai également pris plusieurs mesures et mis en place des mécanismes, notamment un groupe de soutien à la réforme, un groupe de réflexion sur le changement de culture ainsi qu'une équipe de direction pour le Plan d'action immédiate. J'ai le plaisir de vous informer qu'en dépit des contraintes financières, des progrès substantiels ont été réalisés dans les réformes qui relèvent de ma responsabilité administrative.

Conclusion

*Monsieur le Premier ministre,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,*

Le développement de l'agriculture est vital pour relever des défis majeurs à l'échelle mondiale et régionale, notamment l'insécurité alimentaire et l'extrême pauvreté.

Les investissements qui doivent être engagés pour l'irrigation et une meilleure maîtrise de ressources en eau, le renforcement des capacités de stockage et le maintien de la chaîne du froid, la construction des routes rurales, ainsi que pour la production et la multiplication de semences sélectionnées ; tous ces investissements doivent être faits au service des 600 millions d'affamés vivant dans la région en augmentant la production agricole.

Cette Vingt-neuvième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique devrait aborder tous ces défis et nous guider dans nos travaux futurs. Pour sa part, la FAO continuera à soutenir les gouvernements et partenaires régionaux pour l'élaboration et la mise en œuvre de programmes efficaces. Nous devons assurer ensemble un développement agricole et rural durable, fondement de la sécurité alimentaire de la région. J'attends donc les résultats de vos délibérations avec un très grand intérêt.

Je vous souhaite plein succès dans vos travaux et vous remercie de votre aimable attention.

APPENDICE F

**NOTE RELATIVE À LA TABLE RONDE SUR LA RUÉE VERS L'OR VERT:
ENJEUX POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, L'ENVIRONNEMENT ET
LE DÉVELOPPEMENT RURAL**

1. Les questions liées au développement et à l'utilisation des ressources de la biomasse – produits et résidus issus de l'agriculture et de l'agro-industrie, cultures énergétiques, graminées, algues et autres matières premières pour la production de biocombustibles – occupent une place importante, tant au niveau mondial qu'à l'échelle régionale, dans les débats et les publications de la FAO telles que *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, publiée en 2008.
2. Cette attention spéciale de la FAO témoigne de l'importance que revêt la bioénergie en général, et plus particulièrement les biocombustibles, dans de nombreux pays membres. Étant donné que le développement de la bioénergie présente à la fois des débouchés et des risques pour la sécurité alimentaire, le développement rural (du point de vue des revenus et de l'emploi en milieu rural) et l'environnement, et qu'il concerne divers secteurs et disciplines, la FAO dispose d'un avantage comparatif évident pour traiter les questions qui s'y rapportent.
3. Les débats tenus autour de la Table ronde ont permis d'enrichir les interventions formelles prononcées lors de la Conférence régionale sur divers sujets touchant au développement dans la région des ressources bioénergétiques en général, et des biocombustibles en particulier. Les échanges d'information et de points de vue ont révélé l'existence de multiples programmes relatifs à la bioénergie dans la région et confirmé que des politiques et des stratégies étaient déjà en cours d'élaboration ou d'application dans de nombreux pays, à des stades divers. Les débats ont mis en relief la nécessité d'adopter des politiques spécifiques à chaque pays, en fonction de leurs différents écosystèmes, conditions socioéconomiques, capacités et niveaux de développement du point de vue des politiques, de la législation et de la technologie.
4. Il est apparu clairement que l'intérêt suscité par la bioénergie dans la région Asie-Pacifique ne se limitait pas au secteur des transports, et qu'il s'étendait aux possibilités d'applications industrielles et domestiques, ainsi que d'exportation. Il a été souligné que la bioénergie présentait des avantages plus nombreux en tant que moyen de répondre à la demande énergétique locale et nationale que produit d'exportation, car l'utilisation locale contribuait à capter un potentiel clé pour la bioénergie dans les zones rurales, où elle pourrait fournir des services énergétiques fiables et abordables. La plupart des participants ont reconnu qu'il fallait mettre en place des politiques et des mesures pour garantir et surveiller l'équilibre, du point de vue de l'utilisation des terres, entre production vivrière et production de matières premières pour la bioénergie.
5. Diverses approches ont été débattues, autour de la Table ronde, pour développer les biocombustibles sans mettre en péril la sécurité alimentaire. Celles-ci comprenaient le zonage agricole, la définition et l'identification des terres marginales et dégradées et l'adoption de politiques et de législations claires en faveur du recours à des matières premières non alimentaires. À cet égard, des participants ont signalé les avantages présentés par certaines cultures énergétiques telles que le jatropha et par l'utilisation de mélasses excédentaires et d'algues oléifères. Les résidus agricoles utilisables à des fins énergétiques et les déchets agro-industriels pour la production de biogaz ont été présentés comme des solutions alternatives au recours à des cultures vivrières pour la production de bioénergie.
6. Les participants ont souligné que des critères de durabilité étaient nécessaires pour évaluer les avantages économiques, les impacts sur l'environnement et l'équité sociale des options de production, de conversion et d'utilisation des biocarburants. Il a été fait référence aux initiatives internationales actuellement menées dans ce domaine par la FAO, le Partenariat mondial sur les bioénergies et la Table ronde sur les biocarburants durables. Les participants ont souligné que des systèmes de

certification des biocombustibles seraient nécessaires, mais que ceux-ci ne devraient pas devenir des obstacles artificiels au commerce des biocombustibles.

7. A été évoquée la nécessité d'accélérer le développement et le mûrissement des technologies bioénergétiques « de deuxième génération », qui permettraient à la production bioénergétique de ne plus être en concurrence directe avec la production vivrière, grâce à l'exploitation de matières ligno-cellulosiques, de cultures énergétiques non vivrières et de sous-produits agricoles et forestiers.

8. Les participants ont vivement encouragé la coopération régionale dans le domaine de la bioénergie, sous forme d'échanges d'informations et d'expériences, de développement des connaissances et de transferts de technologies. Cette coopération était particulièrement importante pour soutenir les pays ne disposant que de faibles ressources de biomasse, et pour les systèmes bioénergétiques de petite échelle et décentralisés offrant des solutions potentielles pour le développement rural et la réponse aux besoins énergétiques.

9. Les participants à la Table ronde ont reconnu le rôle de la FAO dans le domaine de la bioénergie. Ils ont souligné que la FAO devait aider à la formulation de politiques bioénergétiques et au renforcement des capacités, et poursuivre ses activités techniques en partenariat avec d'autres organisations régionales et internationales.

10. Il a été observé que d'importants travaux étaient en cours dans la région Asie-Pacifique sur divers aspects complexes du développement de la bioénergie, et que les efforts devraient être poursuivis pour faire avancer les connaissances et les expériences, en particulier pour que les ruraux pauvres en retirent des avantages. La participation au niveau communautaire à la mise au point et à l'application de programmes bioénergétiques a été jugée cruciale pour que les plus démunis tirent des bénéfices du développement de la bioénergie.

11. La Table ronde a reconnu les difficultés spécifiques des petits États insulaires en développement et des pays aux disponibilités de terres limitées, et a souligné la nécessité d'aider ces Membres à trouver des solutions équilibrées pour assurer leur sécurité énergétique et leur sécurité alimentaire.
